



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 JANVIER 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 10TH JANUARY, 1920.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS IMPORTANT AUX ANNONCEURS.

Les règlements de la "Gazette Officielle" de Québec exigent que l'HONORAIRE des annonces soit PAYÉ D'AVANCE. Ce règlement ne peut donner lieu à aucune exception. Nous invitons donc les annonceurs de nous faire parvenir les balances dues pour annonces et de ne jamais transmettre de matière pour la "Gazette Officielle", à moins de faire accompagner le document d'un chèque accepté couvrant approximativement le coût de l'insertion.

Tout annonceur qui néglige de se conformer à ce règlement ou dont le nom apparaît sur nos listes de débiteurs se verra refuser la publication d'annonces nouvelles, et ce sans avis spécial.

3

IMPORTANT NOTICE TO ADVERTISERS.

The rules of the "Quebec Official Gazette" require advertisers to remit the FEES for advertisements IN ADVANCE. No exception will be made to this rule. Advertisers are requested to remit all arrears due and hereafter when sending matter for insertion in the "Official Gazette", to enclose with their copy an accepted cheque covering approximately the cost of publication.

Notices sent by advertisers failing to comply with the above rule or being in arrears with the King's Printer, will not be published, and that without further special notice.

4

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

1. Address : The King's Printer, Quebec.

2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

2

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal

de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité

Proclamation

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority

des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, dans le comté de Saint-Hyacinthe, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la municipalité du village de Sainte-Madeleine.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire devant être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "La municipalité du village de Sainte-Madeleine", dans le comté de Saint-Hyacinthe, est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et est formé, en référence aux données du cadastre officiel de cette paroisse, comme suit, savoir :

1. Des lots numéros de trente-sept (37) à quarante-sept (47) inclus et de la partie du numéro trente-six (36) située au nord du chemin de fer "le Grand-Tronc", dans le rang Saint-Simon-Sud de la seigneurie de Rouville ;

2. Des lots numéros de cent trente-huit (138) à cent soixante (160) inclus, de la partie du lot numéro cent trente-sept (137) située au sud du chemin de fer "le Grand-Tronc" et de l'emplacement de un arpent carré dans le numéro cent trente-six (136) contigu au chemin Saint-Simon et audit numéro 137, tous dans le rang Saint-Simon-Nord de la sus-dite seigneurie de Rouville ;

3. Du droit de voie du chemin de fer "Le Grand Tronc" (partie du No 325), sur la largeur du territoire tel que ci-dessus constitué, ainsi que des chemins publics qui se trouvent dans ledit territoire ; sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Sainte-Madeleine" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, in the county of Saint-Hyacinthe, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality.

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the municipality of the village of Sainte-Madeleine.

Now KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality under the name of "The municipality of the village of Sainte-Madeleine", in the county of Saint-Hyacinthe, is detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-Madeleine and is made up, with reference to the official cadastre of said parish as follows, to wit :

1. Of the lots numbers thirty seven (37) to forty seven (47), both inclusive, and that part of lot number thirty six (36) situate to the north of the Grand Trunk Railway, in range Saint-Simon-South of the Rouville seigniorly ;

2. Of the lots numbers one hundred and thirty eight (138) to one hundred and sixty (160), both inclusive, of that part of lot number one hundred and thirty seven (137) situate to the south of the Grand Trunk Railway and of the emplacement of one square arpent in the number one hundred and thirty six (136)—contiguous to Saint Simon road and to said number 137, all in range Saint-Simon-North, of the aforesaid Rouville Seigniorly ;

3. Of the right of way of the Grand Trunk Railway (part of No. 325) for the width of the territory as hereabove constituted, together with the public roads existing in said territory ; shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Sainte-Madeleine."

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TRENTIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-neuf de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

91

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTIETH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and nineteen, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

92

Lettres patentes

" A.-L. Dupont, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation : Auguste-Lucien Dupont, marchand de meubles, Dame Marie Boucher, épouse séparée de biens par contrat de mariage de A.-L. Dupont, dûment autorisé de sondit mari, Joseph-Henri Deschene, commis, Montréal ; Emile Dupont, médecin, de Saint-Grégoire de Montmorency, Wilfrid Robert, gérant, de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir dudit A.-L. Dupont, et accepter dans son état actuel, le commerce qu'il exploite, à Montréal, comme marchand de meubles, sous son nom "A.-L. Dupont", avec tout son actif et tout son passif, pour, le prix de cette acquisition être payé audit A.-L. Dupont, au moyen d'actions dûment acquittées de cette compagnie ;

Réparer, modifier, altérer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, louer, sous-louer, manufacturer, agir tant en son nom propre que comme agent ou représentant de toutes personnes ou corporations quelconques, pour réparer, modifier, altérer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, louer, sous-louer et manufacturer toutes sortes de meubles et objets mobiliers modernes, et antiques, rugs, tapis, rideaux, tapisseries, dentelles, broderies, timbres, monnaies, médailles, desseins, peintures, fixtures, auvents argentés, bijoux, sculptures, bronzes, œuvres d'art, manuscrits, autographes, livres, bric à brac, verres coupés, ou toutes verreries, photographies et articles employés pour la photographie, et en général tous articles quelconques employés et propres à être employés pour fournir et orner toutes maisons privées et tous édifices publics, parcs, jardins et de plus agir comme évaluateur ou estimateur pour toutes personnes ou corporations, de tous tels articles ou marchandises sus cités, y compris les immeubles employés dans ce genre de commerce ;

Agir comme agent local de toutes compagnies d'assurance en autant que les articles et immeubles sus cités sont concernés ;

Acheter, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou engager de toutes façons quelconques, pour les fins de ce commerce, tous immeubles nécessaires à ce commerce ;

Faire le commerce de peintre, en autant que les objets ci-dessus sont concernés ;

Agir comme encanteurs, en autant que les effets ci-dessus sont concernés ;

Accorder à toutes personnes ou corporations, le droit et le privilège de faire commerce, dans la place d'affaire de la compagnie, sous les termes et conditions que la compagnie jugera à propos, sous le nom de "A.-L. Dupont, limitée", avec un capital social de soixante-et-quinze mille piastres

Letters patent

" A. L. Dupont, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating : Auguste Lucien Dupont, furniture merchant, Dame Marie Boucher, wife separate as to property by marriage contract of A. L. Dupont., and duly authorized by her said husband, Joseph Henri Deschene, clerk, of Montreal, Emile Dupont, physician, of Saint-Grégoire de Montmorency, Wilfrid Robert, manager, of Quebec, for the following purposes :

To acquire from the said A. L. Dupont and to accept in its present state, the business operated by him at Montreal, as furniture merchant under the name of "A. L. Dupont" with the whole of its assets and liabilities, and to pay the purchase price of said acquisition to said A. L. Dupont, with fully paid up shares of this company ;

To repair, modify, alter, buy, sell, exchange, import, export, lease, sub-let, manufacture, act both in its own name and as agent or representative of any persons or corporations whatever, for the repairing, modifying, altering, buying, selling, exchanging, importing, exporting, leasing, sub-letting and manufacturing all kinds of furnitures and household goods, modern and antic, rugs, carpets, curtains, tapestries, laces, embroideries, stamps, coins, medals, drawings, tableaux, fixtures, awnings, silverware, jewels, sculptures, bronzes, art works, manuscripts, autographs, books, knick knacks, cut glass, or other glasswares, photographs and photographers supplies, and generally all articles whatever used and capable of being in the furnishing and ornamenting of any private houses and public buildings, parks, gardens, and moreover to act as valuator or appraiser for any persons or corporations, of any articles or merchandise above mentioned, including the immoveables affected to this kind of business ;

To act as local agent of any insurance company in so far as the above articles and immoveables are concerned ;

To buy, sell, lease, exchange, hypothecate or pledge in any way whatever, for its business purposes, any immoveables necessary to this business ;

To carry on the business of painters in so far as the above objects are concerned ;

To act as auctioneers in so far as the above articles are concerned ;

To grant to any persons or corporations, the right and privilege of dealing in the business stand of the company, under such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "A. L. Dupont, limitée", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00

(\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
19—1-2 C.-J. SIMARD.

" P.-E. D'Anjou & Fils, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919 constituant en corporation : Pierre-Emile D'Anjou, Albert D'Anjou, marchands ; Dame Hélène Beaulieu D'Anjou, épouse dudit P.-E. D'Anjou, dûment autorisée par son dit époux ; Demoiselle Hélène D'Anjou, fille majeure, de la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic ; Léopold-R. D'Anjou, marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'importation et d'exportation, négociants en gros, de marchands généraux ou de spécialités en gros et en détail, établir et maintenir des magasins généraux et y faire le commerce de gros et détail, faire le commerce général de bois, établir ou acquérir des usines pour préparer, manufacturer le bois ou tout article en rapport, avec le commerce général, avec pouvoir d'acquérir et d'aliéner, en vertu d'aucun titre légal quelconque, des terrains ou bâtisses, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires, utiles et en rapport aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée, exercer tous les pouvoirs que confère la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "P.-E. D'Anjou & Fils, limitée", avec un capital social de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$399,900.00), divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (3999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
21—1-2 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie Swastika, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1919, constituant en corporation Joseph-Arthur Champoux, agent financier, de la ville de Montréal-Nord ; Ernest Forest, notaire, de la paroisse de l'Épiphanie, comté de l'Assomption ; Joseph-Wilfrid Champoux, télégraphiste ; Ilda Caisse, notaire ; et Norbert-Alfred Dumontet, étudiant en loi, tous trois de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, par achat, louage, échange ou autrement tous immeubles, terrains et terres que la compagnie trouvera nécessaires pour les fins de son entreprise ; posséder ces immeubles et les développer, les cultiver ou les louer, faire sur ceux tous travaux et améliorations, nécessaires ou autres, que la compagnie trouvera convenable et spécialement faire subdiviser par lots à bâtir les terres que la compagnie acquerra, les faire arpenter, faire faire sur icelles des rues, ruelles, routes, ponts ou autres voies de communications internes, voir à l'entretien de ces rues, chemins

divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C. J. SIMARD,
20—1-2 Assistant Provincial Secretary.

" P.-E. D'Anjou & Fils, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1919, incorporating : Pierre Emile D'Anjou, Albert D'Anjou, merchants, Dame Helena Beaulieu D'Anjou, wife of said P. E. D'Anjou, duly authorized by her said husband, Miss Helena D'Anjou, spinster, of the parish of Sainte-Cecile du Bic, Leopold R. D'Anjou, merchant, of the town of Saint Germain de Rimouski, for the following purposes :

To carry on the business of importers and exporters, wholesale dealers, wholesale and retail general or special merchants, establish and maintain general stores and carry on a wholesale and retail business, deal in wood, establish and acquire shops for preparing and manufacturing wood or any article incidental to the general business, with power to acquire and alienate under any legal title whatever lands or buildings, do all things and carry on any business which may be deemed necessary, useful and incidental to the purposes for which the company is incorporated, exercise all powers granted by the Quebec Companies Act, under the name of P. E. D'Anjou & Fils, limitée" with a capital stock of three hundred and ninety nine thousand nine hundred dollars (\$399,900.00), divided into three thousand nine hundred and ninety nine (3,999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint Germain de Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
22—1-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie Swastika, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1919, incorporating Joseph-Arthur Champoux, financial agent, of the town of Montreal North ; Ernest Forest, notary, of the parish of l'Épiphanie, county of Assomption ; Joseph-Wilfrid Champoux, telegrapher ; Ilda Caisse, notary ; and Norbert-Alfred Dumontet, law student, all three of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise any immoveables, lots and lands that the company may find necessary for the purposes of its undertaking ; to hold the said immoveables and develop, cultivate or lease same ; to make or carry out thereon any work and improvements necessary or otherwise that the company may find suitable and especially have subdivided into building lots the lands that the company may acquire, have same surveyed and make thereon streets, lanes, roads, bridges or other means of internal communica-

et ponts, faire construire et ériger sur la totalité ou partie des biens fonds ou terrains de la compagnie des maisons, moulins, usines, manufactures et toutes autres constructions qu'il plaira à la dite compagnie, réparer et entretenir en bon état cesdites constructions ou les démolir si mieux semble à la compagnie ;

Acquérir tous jugements, créances hypothécaires ou autres et toutes servitudes actives qu'il plaira à la compagnie et consentir sur ses immeubles toutes servitudes passives. Vendre par promesse de vente ou autrement, louer, échanger, céder ou autrement aliéner, en bloc ou séparément, les immeubles, terrains et terres dont la compagnie sera en tout temps propriétaire, et aux personnes, prix, charges et conditions qu'il plaira à ladite compagnie, accepter en paiement total ou partiel du prix de vente desdits immeubles soit des actions, débetures, obligations de toutes autres compagnies ou corporations municipales, soit du numéraire ou toutes autres valeurs. Emettre, transporter, céder et répartir des actions acquittées et non sujettes à appel ainsi que des débetures et obligations de la présente compagnie en paiement total ou partiel des propriétés mobilières ou immobilières, ainsi que des droits, franchises, privilèges, licences ou concession que la compagnie pourra légalement acquérir. En émettre, transporter, céder et répartir en règlement de toute obligation et de toute dette que contractera la présente compagnie, de même qu'en paiement total ou partiel des services rendus à ladite compagnie dans son organisation, sa formation, sa promotion ou autrement, comme aussi en échange d'actions, obligations, débetures de toute compagnie incorporée pour des fins semblables ou similaires aux affaires de la présente compagnie. Faire des avances au moyens de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou aux locataires de toute partie des immeubles de la compagnie, aider par avances de deniers ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et de tous autres travaux et améliorations propres à rendre plus accessibles les immeubles de la compagnie et à en augmenter la valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, nantissements, liens et charges pour garantir et le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie et le remboursement des avances de deniers faites par elle pour fins de construction ou autres tel que dit plus haut ainsi que pour garantir généralement le paiement de toute somme due à ladite compagnie ;

Transporter avec ou sans garantie et avec ou sans subrogation toute somme qui sera due en tout temps à la compagnie ;

Placer et appliquer les fonds disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière que décideront les directeurs de ladite compagnie. Garantir le paiement des obligations et débetures émises et cédées par la compagnie ;

Exercer sous toutes ses formes la profession d'agent et courtier en immeuble. En conséquence s'entremettre en cette qualité pour l'achat, la vente, l'administration et la location de toutes propriétés mobilières et immobilières, et la négociation des prêts, le tout à commission ou pour toute autre rémunération ;

Acheter, vendre à commission ou autrement des bons, obligations et débetures de toute compagnie et de toute corporation municipale, scolaire ou autre. Exercer la profession d'agent d'assurance contre l'incendie et ainsi que celle de constructeurs et d'entrepreneurs généraux ;

Emprunter des deniers sur le crédit de la com-

pany, provided for the maintenance of such streets, roads and bridges, have constructed and erected upon the whole or part of the real estate or lands of the company houses, mills, workshops, factories and any other structures that it may please the said company, repair and maintain in good order such said structures or demolish same if the company so deem fit ;

To acquire any judgments, hypothecary claims or other and any active servitudes that it may please the company and grant any passive servitudes on its immoveables ;

To sell by promise of sale or otherwise, lease, exchange, convey or otherwise alienate in block or separately the immoveables, lots and lands which the company may at any time be the owner of and to persons at and under the prices, charges and conditions that it may please the said company, accept in whole or part payment of the sale price for the said immoveables either the shares, debentures, bonds of any other companies or municipal corporations, or cash or any other securities. To issue, transfer, convey and allot fully paid up non assessable shares and debentures and bonds of the present company in whole or partial payment for the moveable or immoveable property and the rights, franchises, privileges, licenses or concessions that the company may legally acquire, and issue, transfer, convey and allot same in settlement for any obligation and debt that the present company may contract and also in whole or partial payment for services rendered to the said company in its organization, formation, promotion or otherwise and also in exchange for the shares, bonds, debentures of any company incorporated for purposes like or similar to the business of the present company. To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to the purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company, assist by advances of money or otherwise in the construction and maintenance of the roads, streets, waterworks, sewers and any other works and improvements suitable for rendering the immoveables of the company more accessible and increasing their value ;

To take and hold mortgages, pledges, liens and charges to guarantee both the payment of the purchase price of any property sold by the company and the repayment of the advances of money made by it for construction or other purposes as aforesaid and also to generally guarantee the payment of any sum due to the said company ;

To transfer with or without security and with or without subrogation any sum that may be at any time due to the company ;

To invest and apply the available funds of the company in the securities and in the manner that the directors of the said company may decide. To guarantee the payment of the bonds and debentures issued and assigned by the company ;

To carry on under all its forms the occupation of a real estate agent and broker. Therefore to intervene in such capacity for the purchase, sale, administration and letting of any moveable and immoveable property and the negotiation of loans, the whole on commission or for any other remuneration ;

To purchase, sell on commission or otherwise bonds and debentures of any company and any municipal, school or other corporation. To exercise the occupation of a fire insurance agent and also that of general contractors and builders ;

To borrow money upon the credit of the com-

pagne et donner en garantie de ces emprunts des hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie. Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions, débentures et obligations ou valeurs de toute autre compagnie incorporée, accepter cesdites actions en paiement total ou partiel de toutes sommes dues à la compagnie, ainsi qu'en paiement total ou partiel de la vente, louage ou autre aliénation que pourra faire la compagnie des droits, franchises et obligations qu'elle détiendra en tout temps. Se fusionner avec toute autre compagnie incorporée pour des fins semblables à celles de la présente compagnie. Diviser entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement tous les biens de la compagnie et spécialement les actions, débentures et autres valeurs appartenant à ladite compagnie et dont elle pourra disposer ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs propres à atteindre les fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée et nécessaires à l'accomplissement de toutes les choses que la compagnie est autorisée de faire, sous le nom de "La Compagnie Swastika, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le distr et de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

23—1-2

C.-J. SIMARD.

" Canada Lumber & Box Company "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation Lendes J. Conway, Henry Ross Van, Robert Fred Seale, commerçants de bois ; Gerard Garneau, militaire, Québec ; Noel Belleau, avocat, Lévis ; Louis Bolduc, commerçant de bois, Lac Mégantic, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce en gros et en détail de boîtes de bois et tous autres effets et marchandises de bois ;

Construire, acquérir de quelque manière que ce soit des moulins et usines pour la fabrication de boîtes de bois, d'articles de bois de toutes espèces, de bois du pulpe, de charpente, de construction ; acquérir à quelque titre que ce soit toutes autres industries, manufactures et tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, et ce, aux termes, pris et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, débentures et autres valeurs de la Cie, toute telle acquisition ;

Acquérir, de quelque manière que ce soit, des brevets d'invention, droits brevetés, procédés, droits de reproduction, marques de commerce, et desseins d'industrie, nécessaires et utiles à la réalisation du but de la compagnie, les utiliser, vendre, et en disposer de quelque manière que ce soit ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir des limites à bois soit sous licence ou autrement, de les exploiter et de faire tous les ouvrages nécessaires pour leur exploitation ;

Faire toutes les opérations et affaires qui peuvent être nécessaires au parfait accomplissement des objets de la présente compagnie, sous le nom

pany and give as security for such loans mortgages on the whole or part of the immoveables of the company. To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or securities of any other incorporated company, accept such said shares in full or partial payment for any sums due to the company and also in full or partial payment for the sale, lease or other alienation that the company may make of the rights, franchises and bonds that it may at any time hold. To amalgamate with any other company incorporated for similar purposes to those of this company. To divide among the shareholders of the company in kind or otherwise any property of the company and especially the shares, debentures and other securities belonging to the said company and which it may dispose of ;

To do all the acts and exercise all the powers suitable in attaining the purposes for which the present company is incorporated and necessary for the accomplishment of any of the things that the company is authorized to do, under the name of "La Compagnie Swastika, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

24—1-2

Assistant Provincial Secretary.

" Canada Lumber & Box Company "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Lendes J. Conway, Henry Ross Van, Robert Fred Seale, lumber merchants ; Gerard Garneau, militiaman, Quebec ; Noel Belleau, advocate, Levis, Louis Bolduc, lumber merchant, Lake Megantic, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal, wholesale and retail, in wood boxes and any other wooden articles and wares ;

To construct, acquire in any manner whatever, mills and shops for manufacturing wood boxes, wooden wares of every kind, pulp wood, timber and lumber ; to acquire under any title whatever any other businesses, manufactories and any other trades identical to those which the present company intends to carry on and that, upon such terms and conditions and at such prices as may be deemed fit and to pay with paid up shares, debentures and other securities of the company for any such acquisitions ;

To acquire in any manner whatever patents, patent rights, processes, rights or reproducing, trade marks, and industrial designs necessary and suitable for the attainment of the company's purposes, utilize, sell and dispose of same in any manner whatever ;

To amalgamate with any other company with objects similar to those of the present company ;

To buy, lease or otherwise acquire timber limits either under license or otherwise, exploit same and do all necessary works for their exploitation ;

To carry on all operations and business which may be deemed necessary for the proper attainment of the objects of the present company,

dé "Canada Lumber & Box Company", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
25-1-2 C.-J. SIMARD.

" La Publicité Régionale, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919, constituant en corporation Hector Authiers, Donat Fortin, fonctionnaires; J.-E. Mercure, J.-O. Germain, agents; J.-H. Paré et Léon Dussault, avocats, tous résidant à Amos, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'imprimeurs et d'éditeurs; publier des journaux et des périodiques et faire des travaux d'impression de toute sorte;

Acquérir la propriété exclusive des ouvrages littéraires;

Construire des établissements et acquérir à quelque titre que ce soit des établissements, des ateliers, des machines à composer et à imprimer et tout l'outillage nécessaire pour faire des impressions et de la reliure;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif ou de l'achalandage de toute société ou personne exerçant une industrie ou un négoce quelconque; Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de propriétés mobilières et immobilières;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

Emprunter sur le crédit de la compagnie; Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Faire le commerce de librairie et de papeterie sous toutes ses formes;

Faire ces diverses opérations comme principal ou comme agent, sous le nom de "La Publicité Régionale, limitée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Amos, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
31-1-2 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919, constituant en corporation Herman Dombrowski, Ulric Dombrowski, marchands; Thomas Roy, mécanicien,

under the name of "Canada Lumber & Box Company" with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
26-1-2 Assistant Provincial Secretary.

" La Publicité Régionale, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Hector Authiers, Donat Fortin, fonctionnaires; J.-E. Mercure, J.-O. Germain, agents; J.-H. Paré and Léon Dussault, advocates, all residing at Amos, P. Q., for the following purposes:

To carry on the business of printers and editors; to publish newspapers and periodicals and do printing works of all kinds;

Acquire the exclusive property of literary works;

To construct plants and to acquire under any title whatever plants, shops, composing and printing machines and all equipment necessary for printing and bookbinding;

To apply the whole or part of the funds of the company to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any firm or person carrying on any business or trade whatever;

To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of moveable and immoveable property;

To pay for all services rendered to the company or required by it, or for any acquisitions of the company with paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cost;

To borrow upon the credit of the company; To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above kind of guarantees to secure the payment of any money borrowed for the purposes of the company;

To carry on the business of book-sellers and stationers in all their branches;

To do all the above operations as principal or agent, under the name of "La Publicité Régionale limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Amos, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
32-1-2 Assistant Provincial Secretary

" La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1919, incorporating Herman Dombrowski, Ulric Dombrowski, merchants; Thomas Roy, mechanic, Quebec;

Québec; Adolphe Dombrowsky, marchand; Théodore Dombrowski, commis, Loretteville, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement tenir, prendre à loyer, vendre ou autrement faire le commerce de terres à bois, limites à bois, bois debout, pouvoirs d'eau avec emplacements pour moulins et autres propriétés immobilières en général;

Acheter, vendre et faire le commerce de bois de tous genres et trafiquer et fabriquer du bois scié dans toutes ses lignes;

Eriger, acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à planer et à scier, moulin à pulpe et à papier, et faire en général tout commerce similaire y ayant rapport;

Fabriquer des portes, châssis, auvents et en général tous les accessoires et décorations de maisons, meubles de tous genres, manufacturer tous articles ou marchandises en bois, papier ou pulpe;

Construire, posséder, fréter et naviguer des barges, vaisseaux et bateaux à vapeur, et en général faire le commerce de transport et d'expédition pour les fins de la compagnie seulement;

Construire ou aider ou prendre part dans la construction, l'entretien ou amélioration de chemins, écluses, dock, jetées, quais, ponts ou autres travaux qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Produire, développer et exploiter tels pouvoirs électriques et autres nécessaires ou utiles aux besoins de la compagnie;

Acheter, prendre à loyer ou autrement disposer de tous brevets, inventions et marques de commerce se rapportant ou s'appliquant aux fins de la compagnie;

Entreprendre, avec des intérêts communs ou faire tous autres arrangements pour le partage des bénéfices ou autrement avec toute personne faisant un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à faire;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, et prendre (comme une seule entreprise) la propriété ou le commerce de toute personne semblable à celui pour lequel demande de lettres patentes est ici faite, et émettre des actions payées ou débentures pour le paiement desdites actions en tout ou en partie;

Généralement faire toutes choses et posséder tous les droits nécessaires aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée et en rapport avec les lois de la province, sous le nom de "La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

41-1-2

C.-J. SIMARD.

Adolphe Dombrowski, merchant; Théodore Dombrowski, clerk, Loretteville, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise hold, rent, sell or otherwise deal in timber lands, timber limits, standing timber, water powers with mill sites and other immoveable property in general;

To purchase, sell and deal in every kind of wood and trade in and manufacture sawn lumber of every kind;

To erect, acquire, hold and operate planing mills and saw mills, pulp and paper mills, and generally carry on any similar business connected therewith;

To manufacture doors, sashes, awnings and generally any house accessories and decorations, furniture of every kind, and make any articles or merchandise in wood, paper or pulp;

To construct, hold, charter and operate barges, steam boats and vessels and generally carry on the transportation and shipping business for the purposes of the company only;

To construct or aid or take part in the building, maintenance or improvement of roads, dams, docks, piers, wharves, bridges or other works that may be necessary or useful for the purposes of the company;

To produce, develop and exploit such electric and other powers necessary or useful for the needs of the company;

To purchase, rent or otherwise dispose of any patents of invention and trade marks applying or relating to the purposes of the company;

To undertake with common interests or make any other arrangements for the sharing or profits or otherwise with any person carrying on a similar business to that which the company is authorized to carry on;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take (as a sole undertaking) the property or business of any person similar to that for which application for letters patent is here made, and issue paid up shares or debentures for the payment of the said shares in whole or in part;

To generally do all and everything and hold any rights necessary to the objects for which the company is incorporated and with regard to the laws of the Province, under the name of "La Compagnie de Meubles Canadienne, limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

42-1-2

Assistant Provincial Secretary.

" R.-K. Mahloul, Fils & Compagnie, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de décembre 1919, constituant en corporation Denis-Joseph-Alfred Guilbault, courtier en assurances, de la ville d'Outremont; Louis-Alfred-Sicotte Labelle et Joseph-Herman Archambault, avocats, tous deux de la ville de Westmount; Marie-Claire-Azilda Marier, sténo-

" R.-K. Mahloul, Fils & Compagnie, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty third day of December, 1919, incorporating Denis-Joseph-Alfred Guilbault, insurance broker, of the city of Outremont; Louis-Alfred Sicotte Labelle and Joseph-Herman Archambault, advocates, both of the city of Westmount; Marie-Claire-Azilda Marier, stenographer; and Joseph

graphe et Joseph-Adolphe-Léon Lafrance, comptable, de la ville de Montréal, dans le district de Montréal, dans les buts suivants :

Tenir magasin en gros et en détail pour la vente de toutes marchandises en général et en particulier de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olives, etc., et autres produits de ce genre et avoir à cet effet des succursales ;

Fabriquer, manufacturer, confectionner toutes espèces d'articles de commerce, que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageuses en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et nécessaire à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit ;

Faire le commerce pour la vente et achat des dites marchandises en gros et en détail, sur échantillons ou catalogues et, à cette fin, distribuer ces catalogues et échantillons à ses agents et à ses clients ;

Faire le commerce comme agent d'importation ou d'exportation en général ;

Acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer toutes marchandises quelconques et conduire un commerce, comme principal, agent, courtier, marchand à commission, agent financier, courtier de douane ou d'entrepôt, agent expéditeur ou receveur pour quelques marchandises ou produits que ce soit et en particulier de tous produits d'épicerie, produits alimentaires, huiles d'olive, etc., et autres produits de ce genre ;

Acheter ou autrement acquérir tout ou partie des biens, actif, privilèges, contrats, droits, obligations ou actions de toute personne ou compagnie faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à faire, ou possédant toute propriété commerciale pour les fins de ladite compagnie ou que ladite compagnie est par les présentes autorisée à acheter, louer ou autrement acquérir, et à payer lesdits privilèges, contrats, actions, achats, droits, etc., en parts, débetures ou autres garanties de cette compagnie

Emettre des parts du capital de ladite compagnie, en tout ou en partie, et les donner en paiement des services rendus ou à être rendus à la dite compagnie ;

Acquérir et posséder des propriétés pour les fins de commerce de ladite compagnie ; les vendre ou en disposer dans les meilleurs intérêts de la compagnie et en acheter d'autres en remplacement, suivant qu'il sera jugé à propos par ladite compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir aucune terre, constructions, servitudes ou propriété immobilière ou mobilière qui pourront être requises pour les fins de la compagnie ou qui pourront être avantageusement utilisées en rapport avec aucun de ces objets ; les vendre, en disposer de temps à autre comme la compagnie le jugera convenable ;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageusement exercée en rapport avec les affaires objets de la compagnie et nécessaires à la compagnie pour lui permettre de conduire son entreprise avec profit ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, posséder, employer, exploiter, introduire, vendre, céder, ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, secrets, procédés, marques de commerce et marques spéciales, de tous brevets, licences, découvertes, machines diverses, munitions, améliorations et procédés employés en rapport, ou garantie par des lettres patentes du Canada, ou autrement, que la compagnie jugera être, directement ou indirectement, avantageux

Adolphe-Léon Lafrance, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes.

To keep a wholesale and retail store for the sale of general merchandise and particularly groceries, foodstuffs, olive oil, etc., and other like products and to that effect establish branch stores ;

To fabricate, manufacture, make all kinds of articles of trade which may appear advantageous to the company in connection with its business or objects and necessary to the company to enable it to profitably carry on its undertaking ;

To deal, buy and sell the said goods, wholesale and retail, on samples or catalogues and to that effect, to distribute catalogues and samples to its agents and customers ;

To carry on the business of general importers and exporters ;

To buy, sell, import, export or manufacture all goods whatever and to do business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent, custom broker or warehouse broker, shipping agent or receiver for all merchandise or products whatever and in particular for groceries, foodstuffs, olive oil, etc., and other like products ;

To buy or otherwise acquire the whole or part of the property, assets, privileges, contracts, rights, bonds or shares of any person or company carrying on the same kind of business as the present company is authorized to carry on or possessed of commercial property for the purposes of said company or which the said company is hereby authorized to buy, lease or otherwise acquire and to pay for said privileges, contracts, shares, purchases, rights, etc., in shares, debentures or other securities of this company ;

To issue shares of the capital of said company in whole or in part, and give same in payment of services rendered or to be rendered to said company ;

To acquire and own properties for the purposes of said company ;

To sell or dispose of for the best interests of the company and to buy others to replace them as may be deemed proper by said company ;

To buy, take on lease or otherwise acquire any land, constructions, servitudes or property moveable or immovable, which may be required for the purposes of the company or which may be advantageously utilized in connection with any of its objects ; sell and dispose of same from time to time as the company may think convenient

To carry on any business, manufacturing or otherwise, as the company may think capable of being advantageously carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to the company to enable it to conduct profitably its undertaking ;

To apply for, obtain, register, buy, lease or otherwise acquire, hold, own employ, exploit, introduce, sell, assign or otherwise dispose of any or all trade marks, formulas, secrets, processes, trade and special marks, patents, licenses inventions, various machines, munitions, improvements and processes used in connection therewith or secured by letters patent of Canada or otherwise which may seem to the company capable of being directly or indirectly advantageous for any of the objects of its undertaking and to

pour aucun des objets de son entreprise et de les payer en espèces, actions libérées, obligations ou autres valeurs de la compagnie ;

Le droit, pour ladite compagnie, de demander licence pour la vente des liqueurs et être autorisée, après l'obtention de telle licence, à vendre telles liqueurs dans le cours ordinaire des affaires de ladite compagnie, sous le nom de "R.-K. Mahloul, Fils & Compagnie, limitée", avec un capital social de seize mille piastres (\$16,000.00), divisé en cent soixante (160) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

43-2-1

C.-J. SIMARD.

pay for same in cash, paid up shares, bonds or other securities of the company ;

The right, for said company, to apply for a license to sell liquor and to be authorized after obtaining such license to sell said liquors in the ordinary course of business of said company, under the name of "R.-K. Mahloul, Fils & Compagnie, limitée", with a capital stock of sixteen thousand dollars (\$16,000.00), divided into one hundred and sixty (160) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

44-1-2

Assistant Provincial Secretary.

"Financial Service, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1919 constituant en corporation Frederick Mondelet Gaudet, commissaire du service municipal ; Hugh Walker Wonham, courtier d'assurances, Charles Gaudet, conseil du Roi, Joseph Maréchal Nantel, avocat, et Victoria Griffin, sténographe tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Unir les requérants et autres qui pourraient, dans l'avenir, devenir actionnaires dans une organisation mutuelle ou coopérative destiné à colliger et échanger des renseignements, réunir, obtenir, procurer ou acquérir, par ses propres moyens, par contrat, achat, bail, échange avec ses contributeurs ou par aucune autre façon ou manière appropriée, toutes les espèces de renseignements, informations, statistiques, faits et circonstances, de l'étranger ou du pays, ci-après décrits ou auxquels on réfère sous le nom de "Financial News", selon les expressions, qui peuvent être utilisés dans le commerce de publication de bulletins périodiques y relatifs, selon qu'on le jugera à propos, et autrement répandre le "Financial News", et en disposer, le vendre, le prêter ou l'échanger, le louer, distribuer et s'en servir de toutes façons, à l'avantage et au bénéfice de ses actionnaires et de la publication des bulletins ou autres médiums de diffusion des renseignements dans le public, conformément et sujet aux règles, règlements, conditions et restrictions qui seront de temps à autre prescrits par les règlements de la compagnie, aussi échanger ou vendre cette information ou partie d'icelle aux personnes ou corporations indigènes ou étrangères, comme compensation totale ou partielle du service de nouvelles financières par ces personnes ou corporations en faveur de la compagnie, et de plus passer contrats de publicité, et publier les annonces ainsi obtenues dans les bulletins ou autres médiums adoptés par la compagnie pour répandre leurs nouvelles financières, sous le nom de "Financial News, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

117-2-2

ALEX. DESMEULES.

"Financial Service, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of December, 1919 incorporating : Frederick Mondelet Gaudet, municipal service commissioner ; Hugh Walker Wonham, insurance broker ; Charles Gaudet, King's Counsel, Joseph Marechal Nantel, barrister, and Victoria Griffin, stenographer, all of the City of Montreal, for the following purposes :

To unite the applicants and others who hereafter may become shareholders on a mutual or co-operative organization for the collection and interchange of intelligence, to gather, obtain, procure or require by its own instrumentalities by contract, purchase, lease, exchange with its shareholders or by any other appropriate manner or means all and every kind of information, intelligence, statistics facts and circumstances, foreign and domestic, hereinafter described and referred to as the "Financial News" in the terms, which can or may be utilized in the business of publication of bulletins regarding same from time to time as may be advisable, and otherwise to circulate Financial News, and to become collectors and vendors of Financial News and to dispose of same, sell, loan or exchange, hire, distribute and to use in all ways among and for the use and benefit of its shareholders and for the publication of the bulletins or other means of conveying the information to the public, under and subject to such rules, regulations, conditions and limitations as may be prescribed from time to time by the by-laws of the company, also to exchange or sell such news or portion thereof, to persons or to corporations, domestic or foreign, as a consideration in whole or in part for the supply of Financial News by such persons or corporations to the company, and further more to enter into contracts for advertising and to publish the advertisements so obtained in the bulletins or other means adopted by the company to circulate their Financial News, under the name of "Financial Service, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of December, 1919.

ALEX. DESMEULES,

118-2-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The City Water Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de décembre 1919, constituant en corporation Jean-Baptiste Gendreau, notaire; Fritz E. Lovell, entrepreneur; Bernard N. Robinson, Howard B. Lovell, Merriman T. Lovell, négociants; Ada A. Lovell, veuve de feu Charles H. Lovell; Elizabeth Crane, épouse de Benjamin D. Crane, tenancier d'écuries de louage; Edna J. Macdonald, épouse d'Alexandre D. Macdonald, tous de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Diriger l'eau dans des tuyaux, l'acheter, la vendre ou autrement en trafiquer ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer, à titre d'affaire en opération, l'outillage, l'assortiment, l'achalandage, les franchises et l'actif généralement de la "Coaticook Water Company", émettre et répartir des actions entièrement libérées de la présente corporation entre les actionnaires de ladite "Coaticook Water Company", en paiement de ces acquisitions, assumer aussi le passif et les obligations de ladite "Coaticook Water Company" ;

A cette fin, exercer aucun commerce semblable, acquérir par achat, échange, bail ou autrement aucun tel commerce de même nature, y compris l'outillage, l'achalandage, les franchises et l'actif généralement, et les payer en numéraire ou en actions libérées de la compagnie ;

Acquérir de la propriété immobilière, des servitudes, franchises et droits de route, aux fins de ses opérations, les vendre et transférer, si la compagnie le juge à propos ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales aucun arrangement qui paraîtra approprié à l'intérêt de la compagnie, et obtenir aucuns droits, privilèges et concessions jugés avantageux pour remplir et donner suite aux conventions ainsi arrêtées ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé, directement ou indirectement, en rapport avec son commerce ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

Émettre et répartir des actions libérées, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement des dettes ou obligations de la compagnie, ou des services à elle rendus ;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'entreprise et de l'actif de la compagnie moyennant le prix qui sera jugé convenable, accepter aussi des débetures ou d'autres valeurs de corporation municipale ou autre, en paiement ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The City Water Company", avec un fonds social de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (1490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

119-2-2

C.-J. SIMARD.

"The City Water Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1919, incorporating Jean-Baptiste Gendreau, notary; Fritz E. Lovell, contractor; Bernard N. Robinson, Howard B. Lovell, Merriman T. Lovell, traders; Ada A. Lovell, widow of the late Charles H. Lovell; Elizabeth Crane, wife of Benjamin D. Crane, livery stable keeper; Edna J. Macdonald, wife of Alexander D. Macdonald, all of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To conduct in pipes and buy, sell or otherwise deal in water ;

To purchase or otherwise acquire and take over as a going concern, plant, stock, good will, franchises and assets generally of the Coaticook "Water Company", and issue and allot fully paid up shares of this company to the shareholders of the said "Coaticook Water Company" in payment thereof and to assume the liabilities and obligations of the said "Coaticook Water Company" ;

To carry on any similar business to that end, to acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any such business of a similar kind, including plant, stock, good will, franchises and assets generally and pay for the same cash or fully paid up shares of the company ;

To acquire immovable property, servitudes, franchises and rights of way for the purposes of its operations and sell and transfer the same if thought advisable by the company ;

To enter into, with any municipal authorities, any arrangement that may seem conducive to the company's interest and obtain any rights, privileges and concessions thought desirable to carry out and execute any arrangements so made ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on, directly or indirectly, in connection with its business or calculated directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

To issue and allot fully paid up shares, bonds or other securities of the company in payment of debts or liabilities of the company or services rendered it ;

To sell or dispose of the business, property, undertaking and assets of the company or any part thereof for such consideration as may be thought advisable, and accept debentures or other securities of a municipal or other corporation, in payment therefore ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The City Water Company", with a capital stock of one hundred and forty-nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into fourteen hundred and ninety (1,490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the town of Coaticook, in the district of Saint-François.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

120-2-2

Assistant Provincial Secretary.

" Société Générale du Canada, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1919, constituant en corporation Neuville Belleau, banquier et agent de change ; Louis-S. St-Laurent, Jules-Arthur Gagné et J.-Alphonse Métayer, tous trois avocats et conseillers du Roi, et Charles-Bernard Devlin, avocat, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Achat et vente des actions et des obligations ; souscription à des émissions d'actions et d'obligations ; achat et vente d'émissions d'actions et d'obligations, encaissement de coupons d'intérêt, d'obligations et d'effets de commerce ;

Prêts et avances sur titres ; virements, chèques, lettres de change et traites sur le Canada et l'étranger ; lettres de crédit et circulaires ; prise et acceptation de dépôts en vue de l'achat d'actions, d'obligations et d'autres valeurs ; dépôt et garde de titres et valeurs ;

Echange de monnaies et valeurs étrangères
Achat et vente de propriété immobilière ;
Organisation et finance de compagnies industrielles, commerciales ou autres ;

Achat, transfert et acquisition de l'actif ou du passif, ou des deux, des biens mobiliers et immobiliers, des droits, obligations et privilèges de toute personne, société ou compagnie faisant le même genre d'affaire que la société demandant incorporation ;

Achat des actions de toute compagnie incorporée jouissant des mêmes droits ou faisant le même genre d'affaire que la société requérant incorporation ;

Il est entendu que les pouvoirs et droits conférés à la société en vertu de la présente charte seront sujets aux dispositions des lois fédérales et provinciales, ainsi qu'aux lois et règlements municipaux affectant l'incorporation des compagnies, sous le nom de "Société Générale du Canada, limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,
93-2-2 \ C.-J. SIMARD.

" Société Générale du Canada, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th December, 1919, incorporating : Neuville Belleau, banker and broker ; Louis S. St. Laurent, Jules Arthur Gagné and J. Alphonse Metayer, all three advocates and King's Counsellors, and Charles Bernard Devlin, advocate, all of the city of Quebec, for the following purposes :

The purchase and sale of shares and bonds ; subscription to the issue of shares and bonds ; the purchase and sale of the issue of shares and bonds, title of interest coupons, bonds and commercial instruments ;

Loans and advances on securities ; Canadian and foreign transfers, cheques, bills of exchange and drafts ; letters of credit and circulars ; the taking and acceptance of deposits for the purchase of shares, bonds and other securities ; deposit and keeping of titles and securities ;

Exchange of money and foreign securities ;
Purchase and sale of immovables ;
Organization and financing of manufacturing commercial or other companies ;

Purchase, transfer and acquisition of the assets or liabilities, or both, of moveable and immovable property, rights, obligations and privileges of any person, firm or company carrying on the same kind of business as the company now seeking incorporation ;

Purchase of shares of any incorporated company enjoying the same rights or carrying on the same business as the company applying for incorporation ;

The powers and rights granted to the company under the present charter to be subject to the provisions of federal and provincial laws, and also to municipal laws and by-laws affecting the incorporation of companies, under the name of "Société Générale du Canada, limitée" with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,
94-2-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de modifier quant à elle la loi générale des cités et villes ainsi que les lois spéciales qui la régissent relativement à :

1. La confection de travaux publics pour la réparation et l'amélioration des chemins existants la construction de trottoirs permanents, et le service de l'eau dans la municipalité, et pourvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains, ou autrement ;

2. Le mode d'imposer et prélever certaines taxes spéciales et le mode d'évaluer et de cotiser certains terrains après leur subdivision en lots à bâtir ;

3. La modification d'une certaine taxe spéciale existante, relative au Boulevard Pie IX et gre-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-North shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of modifying the cities and towns act as well as the special acts relating to said town in connection with :

1. Public works for the repair and improvement of existing roads, for the construction of permanent sidewalks, for the distribution of water in the municipality, and the payment of said works by loans to be reimbursed by the bordering proprietors or otherwise ;

2. The mode of imposing and collecting certain special taxes and the mode of appraising and assessing certain pieces of land after their subdivision in building lots ;

3. The modification of a certain special existing tax, respecting Boulevard Pie IX and affect-

vant des terrains voisins ; ratifiant et confirmant certains contrats faits et pour autres fins.

Montréal, 11 décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier,

4793—50-4

J.-A. CADIEUX.

ing adjoining properties ; ratifying and confirming certain contracts made, and for other purposes.

Montreal, 11th December, 1919.

J. A. CADIEUX,

4794—50-4

Sec.-treas.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-Emilie Deguise, veuve Charles-Théodore Viau ; Jean-Baptiste Deguise, gérant de manufacture ; Louis Deguise, gérant de banque ; Théodore Viau et Théophile Viau, manufacturiers, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires, administrateurs et légataires fiduciaires de la succession dudit feu Charles-Théodore Viau, en son vivant manufacturier, de la cité de Montréal, aux termes du testament de ce dernier reçu devant Maîtres Valmore Lamarche et Victor Normandin, notaires, à Montréal, le 27 juillet 1893, pour faire étendre leurs pouvoirs comme tels exécuteurs-testamentaires, administrateurs et légataires fiduciaires aux fins d'être de autorisés à convertir en compagnie à responsabilité limitée une partie du capital ladite succession dont ils ont l'administration, pour la continuation de l'exploitation de la manufacture actuellement exploitée par eux en leur dite qualité, sous le nom de "Viau & Frère".

Montréal, 16 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND.

4835—51-4

Notice is hereby given that Dame Marie-Emilie Deguise, widow of Charles-Théodore Viau ; Jean-Baptiste Deguise, factory manager ; Louis Deguise, bank manager ; Théodore Viau and Théophile Viau, manufacturers, all of the city of Montreal, will, at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, in their capacity of testamentary-executors, administrators and trustees of the estate of said late Charles Théodore Viau, in his lifetime manufacturer, of the city of Montreal, according to the terms of the latter's will received before Maîtres Valmore Lamarche and Victor Normandin, notaries, at Montreal, on July the 27th, 1893, apply to have their powers as such testamentary-executors, administrators and trustees extended for the purpose of being authorized to convert into a limited corporation ; part of the said estate's capital which they manage, to continue the operation of the manufacture presently operated by them in their said capacity under the firm of "Viau & Frère".

Montreal, 16th December, 1919.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

4836—51-4

Applicants for applicants.

Avis public est donné que la "Federal Zinc and Lead Company, Limited", une compagnie ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à tracer, construire, maintenir et exploiter un chemin de péage à partir d'un point à ou près de la grande rivière Cascapédia à la ligne de canton entre les cantons de New-Richmond et Flahaut, dans le comté de Bonaventure, à l'endroit où le chemin actuel du canton de New-Richmond finit ; et de là le long de la grande rivière Cascapédia, dans une direction nord à travers les cantons de Flahaut et Marcell, dans le comté de Bonaventure, et le canton de Clarke, dans le comté de Matane, jusqu'à un point à ou près de l'endroit où le vieux chemin de portage traverse le ruisseau Berry Mountain, dans le comté de Matane ; et de là dans une direction nord-est à travers ledit canton de Clarke et le canton de Baldwin et le canton projeté de Lemieux, dans le comté de Gaspé, jusqu'aux propriétés minières de la compagnie pétitionnaire, situées près des sources du ruisseau Berry Mountain, dans le comté de Gaspé, et de prélever des taux de péage sur les personnes se servant dudit chemin, et pour d'autres fins.

Montréal, 17 décembre 1919.

Les avocats de la pétitionnaire,

DESSAULES, GARNEAU, DESY &

4861—51-4

LORRAIN.

Public notice is hereby given that the "Federal Zinc and Lead Company, Limited", a joint stock company having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of an act authorizing it to lay out, construct, maintain and operate a tollgate road starting from a point at or near the Grand Cascapédia River at the township line between the townships of New-Richmond and Flahaut, in the county of Bonaventure, where the present road of the township of New-Richmond ends ; thence along the Grand Cascapédia River, in a northerly junction through the townships of Flahaut and Marcell, in the county of Bonaventure, and the township of Clarke, in the county of Matane, to a point at or near the place where the old portage road crosses Berry Mountain brook, in the county of Matane ; and thence in a north easterly direction, through the said township of Clarke and the township of Baldwin and the projected township of Lemieux, in the county of Gaspé, to the mining properties of the company applicant, situated near the head waters of the Berry Mountain brook, in the county of Gaspé, and to charge tolls to the users of such road, and for other purposes.

Montreal, 17th December, 1919.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &

LORRAIN,

Attorneys for applicant.

Montréal, 20 décembre 1919.

Avis est par les présentes donné que Z.-Armour Côté, de la cité de Montréal, docteur en chirurgie dentaire, sollicitera de la Législature de la province de Québec, durant la présente session, l'adoption d'une loi autorisant son admission à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen requis.

Les avocats du requérant,

4923—52-4

DESMARAIS & DESERRES.

Montréal, December 20th, 1919

Notice is hereby given that Z. Armour Côté, of the city of Montreal, doctor of dental surgery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act authorizing his admission to the practise of dentistry, after passing the required examinations.

DESMARAIS & DESERRES,

4924—52-4

Solicitors for applicant.

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite pour la passation d'une loi incorporant l'Association des garde-malades enregistrée de la province de Québec, définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, et contenant d'autres dispositions relatives à ladite corporation.

Montréal, 17 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION &
4863—51-5 PRUD'HOMME.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made for the passing of an act incorporating the "Association of Registered Nurses" of the Province of Quebec, defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

Montreal, 17th December, 1919.

GEOFFRION, GEOFFRION &
4864—51-5 PRUD'HOMME,
Attorneys for petitioners.

Avis est par la présente donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature, à sa session actuelle, pour faire amender la loi 8 George V, chapitre 37, sections 4 et 5, et la loi 9 George V, chapitre 38, section 1, afin de fixer le taux de la taxe foncière scolaire sur la liste No 1, c'est-à-dire la taxe des catholiques à soixante-dix cents par cent dollars, et sur la liste No 3, c'est-à-dire la taxe des neutres, à un dollar par cent dollars, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la Commission
des Ecoles Catholiques de Montréal,
AYME LAFONTAINE.
Montréal, 17 décembre 1919. 4873—51-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature, at its present session, to amend the act 8 George V, chapter 37, sections 4 and 5, and the act 9 George V, chapter 38, section 1, so as to fix the rate of the school tax on immoveable property on parcel No 1, namely the tax for Catholics at seventy cents on the hundred dollars, and on parcel No. 3, namely the tax of neutrals, at one dollar per hundred dollars, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Secretary-treasurer of Montreal
Catholic School Commission.
Montreal, 17th December, 1919. 4874—51-4

Avis est donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, Dame Marie-Angélique-Amanda Rodier, de Westmount, épouse contractuellement séparée de biens de Patrick O'Leary, médecin du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée, et ledit Patrick O'Leary agissant aussi personnellement, les grevés à la substitution créée par Charles Séraphin Rodier, aux termes d'une donation passée devant M^{re}Eustache Prud'homme, notaire, le 5 décembre 1877; Dame Patricia O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Louis Marchand, greffier de la Cour d'appel, et ledit Louis Marchand pour autoriser sadite épouse, Emile O'Leary, de Montréal, gentilhomme, Dame Yvonne O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Charles-Edouard Turcotte, agent d'assurance, et ledit Charles-Edouard Turcotte pour autoriser sadite épouse, Berthe O'Leary, de Westmount, fille majeure et usant de ses droits, et Renée O'Leary, de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph-Emile Roy, agent manufacturier, le ledit Joseph-Emile Roy pour autoriser son épouse, les appelés à ladite substitution, et ledit Louis Marchand, en sa qualité de curateur dûment nommé à ladite substitution et au dit Emile O'Leary, interdit, pour assister ou autoriser ce dernier en autant que besoin peut-être, d'une part, et Dupuis Frères, limitée, une compagnie dûment constituée en corporation sous la loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, d'autre part, demanderont qu'une loi spéciale soit adoptée, confirmant et ratifiant un certain acte de vente passé devant M^{re}Rosaire Dupuis, notaire, par lequel les parties de première part ont vendu à la partie de seconde part certains immeubles que possédaient les parties de première part, aux termes de la donation susdite et déclarant bon et valable le titre donné à la partie de seconde part par ledit acte de vente.

Montréal, 17 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
GODIN, DUSSAULT, DUPUIS & CADOTTE.
4865—51-4

Notice is hereby given that at the present session of the Parliament of Quebec, Dame Marie Angélique Amanda Rodier, of Westmount, wife separate as to property by marriage contract of Patrick O'Leary, physician of the same place, and by him duly authorized, and the said Patrick O'Leary also acting in his personal capacity, in their quality of institutes to the substitution created by Charles Seraphin Rodier, under a deed of gift passed before Eustache Prud'homme, notary, on 5th December, 1877; Dame Patricia O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Louis Marchand, clerk of the Court of Appeal, and the said Louis Marchand to authorize his said wife, Emile O'Leary, of Montreal, gentleman, Dame Yvonne O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Charles Edouard Turcotte, insurance agent, and the said Charles Edouard Turcotte to authorize his said wife, Berthe O'Leary, of Westmount, *filie majeure et usant de ses droits*, and Renée O'Leary, of Montreal, wife separate as to property of Joseph Emile Roy, manufacturer's agent, and the said Joseph Emile Roy to authorize his wife, acting in their quality of substitutes to the substitution created under the said deed of gift, and the said Louis Marchand, in his quality of curator duly appointed to the said substitution and to the said Emile O'Leary, interdict, for the purpose of assisting and authorizing the latter in case the same should be required of the first part, and Dupuis Frères, Limitée, a body politic Quebec, and having its principal place of business in the city of Montreal, of the second part, will make application to the parliament of Quebec for the passage of an act to confirm and ratify a certain deed of sale passed before Rosaire Dupuis, notary, whereby the parties of the first part sold to the party of the second part certain immoveable property which belonged to the parties of the first part, under the terms of the aforesaid deed of gift, and to declare good and valid the title given to the party of the second part under the aforesaid deed of sale.

Montreal, 17th December, 1919.

GODIN, DUSSAULT, DUPUIS & CADOTTE,
4866—51-4 Attorneys for applicants.

Avis public est par le présent donné que la ville de Hamsptead, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, commencée le 10 décembre courant, sollicitera l'adoption d'une loi amendement sa charte de manière à prolonger pour une autre période de trois ans le temps pendant lequel il ne sera pas exigé du maire et des échevins qu'il soient résidents de la ville.

Montréal, le 5 décembre 1919.

Les avocats de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY
4891—51-4 & McMICHAEL.

Public notice is hereby given that the town of Hamsptead, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, opening on the 10th December instant, will make application for an act amending its charter so as to extend for a further period of three years the time during which the mayor and aldermen need not be residents of the town.

Montreal, 5th December, 1919.

BROWN, MONTGOMERY,
& McMICHAEL,
4892—51- Attorneys for applicants.

Avis public est présentement donné par les soussignés pour Mendel Mallek, de la cité et du district de Montréal, marchand, que, lors de la présentation du bill amendement la charte de la cité de Montréal, il sollicitera de la Législature, à sa session actuelle, l'insertion d'une clause autorisant la cité à payer au requérant une indemnité pour dommages subis par lui comme résultat de pillage de ses locaux par une foule, lorsque ladite cité s'est trouvée sans protection, par suite d'une grève des policiers et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, 18 décembre 1919.

Les avocats du requérant,
4895—51-4 JACOBS & COUTURE.

Public notice is hereby given by the undersigned asking on behalf of Mendel Mallek, of the city and district of Montreal, merchant; that they will apply to the Legislature at its present session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein authorizing the city to pay to the applicant indemnity for damages suffered by him as a result of the looting of his premises by a mob when the said city was without protection during the police and firemen strike in December, 1918.

Montreal 18th December, 1919.

JACOBS & COUTURE,
4896—51-4 Attorneys for applicants.

Avis public est par le présent donné que la Commission scolaire Protestante de la cité de Montréal sollicitera, de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant une émission d'obligations jusqu'à concurrence de un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000), lesdites obligations pour être émises par séries, sans fonds d'amortissement, et seront échues par divers montants, annuellement, à partir du 1er janvier 1925 jusqu'au premier janvier 1950, ces deux dates inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent (6%) par année.

Montréal, le 19 décembre 1919.

Les avocats de la requérante,
GREENSHEILDS, GREENSHIELDS,
4913—52-4 LANGUEDOC & PARKINS.

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an act to authorize the issue of bonds to the extent of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000), said bonds to be issued in serial form without any sinking fund to mature in various amounts annually from January 1st, 1925, to January 1st, 1950, both dates inclusive, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum.

Montreal, 19th December, 1919.

GREENSHEILDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
4914—52-4 Solicitors for applicants.

Amendement à être inséré dans le "bill" de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal

En outre des pouvoirs ci-dessus octroyés, la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal prélèvera sur les propriétés imposables des Catholiques et des neutres une taxe additionnelle de un dixième de centin dans la piastre, laquelle taxe sera entièrement employée au relèvement général du salaire des professeurs, hommes et femmes, sous sa juridiction.

Dès que le présent "bill" aura été sanctionné, la Commission Scolaire de Montréal prendra les mesures nécessaires pour accorder l'augmentation de salaire immédiate demandée par les Instituteurs et les Institutrices sous son contrôle.

4947—52-4

Amendment to be inserted in the bill of the Montreal Catholic Schools Commission

In addition to the powers above granted, the Montreal Catholic Schools Commission shall levy on the assessable property of Catholics and neutrals an additional tax of one tenth of a cent in the dollar, said tax to be wholly employed for a general increase of the salary of professors, men and women, under its jurisdiction.

As soon as the present bill shall have been sanctioned, the Montreal School Commission shall take the necessary increase of salary asked by the teachers under its control.

4948—52-4

Monsieur Olivier Campeau, ancien chef de police de Montréal, donne avis qu'à la présente session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demande l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, de façon à lui assurer une pension, et pour d'autres fins.

Montréal, 12 décembre 1919.

4953—52-4 OLIVIER CAMPEAU.

Mr. Olivier Campeau, former chief of police of the city of Montreal, hereby given notice that at the present session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal will be examined, he will ask for an amendment to the act 62 Victoria, chapter 58, as amended so as to guarantee a pension to him and for other purposes.

Montreal, 12th December, 1919.

4954—52-4 OLIVIER CAMPEAU.

Avis est donné que "Fraser Companies, Limited", s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant une vente intervenue entre elles et "Donald Fraser & Sons, Limited", comme entreprise en exploitation, y compris droits, privilèges et franchises accordés à ladite "Donald Fraser & Sons, Limited", par la loi 1 Geo. V, ch. 84, et pour autres fins.

"FRASER COMPANIES, LIMITED".
4977-52-4

Notice is given that "Fraser Companies, Limited", will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act ratifying and confirming a sale entered into with "Donald Fraser & Sons, Limited", as a going concern, including rights, privileges and franchises granted said "Donald Fraser & Sons, Limited", by the act 1 Geo. V, ch. 84, and for other purposes.

"FRASER COMPANIES, LIMITED".
4978-52-4

Avis est donné que "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec" s'adressera à la Législature à sa présente session pour la passation d'une loi autorisant la société à changer son nom en celui de "L'Hôpital Laval", pour déterminer la qualification de ses membres et pour autres fins.

LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE
L'HOPITAL DES TUBERCULEUX,
4979-52-4 DE QUÉBEC.

Notice is given that "La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec", will apply to the Legislature at its present session for the passing of an act authorizing the society to change its name into "L'Hôpital Laval", also to determine the qualification of its members and for other purposes.

"LA SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DE
L'HOPITAL DES TUBERCULEUX
4980-52-4 DE QUÉBEC.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ D'OUTREMONT DANS LE COMTÉ DE WESTMOUNT.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF OUTREMONT IN THE COUNTY OF WESTMOUNT.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans le comté de Westmount, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander qu'il soit dérogé à la loi générale de l'instruction publique, en permettant auxdits commissaires d'écoles d'emprunter pour un terme n'excédant pas quarante ans une somme de \$400,000.00, et de prélever pour le remboursement dudit emprunt tant en capital qu'en intérêts, une taxe ou cotisation annuelle spéciale suffisante pour payer l'intérêt sur les débetures ou obligations qui seront émises, plus 1% du montant de l'emprunt à part l'intérêt, ou toute autre somme qui pourra être déterminée pour créer un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de la dette, et d'émettre, aux fins dudit emprunt, des obligations ou débetures pour un terme n'excédant pas quarante ans, et portant intérêt à un taux n'excédant pas 6%, et pour autoriser toute autre mesure nécessitant une dérogation à la loi générale, afin de pourvoir aux débetures qui sont à la veille d'échoir et généralement aux besoins et aux obligations desdits commissaires d'École.

Montréal, 24 décembre 1919.

Les procureurs des requérants,
4981-52-4 BEAUBIEN & LAMARCHE.

Notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of the city of Outremont, in the county of Westmount, will present at the present session of the Quebec Legislature a petition to the effect that notwithstanding the general school law there be enacted a law authorizing them to borrow a sum of \$400,000.00 for a period not exceeding forty years and to levy and raise for the payment of capital and interests on said loan an annual assessment sufficient to pay the interest on the debentures or obligations to be issued, plus 1% of the amount of the loan besides interest, or all other sum which may be determined to create a sinking fund for the purpose of extinguishing said debt, and to issue for the purposes of said loan, obligations or debentures for a term not exceeding forty years, bearing interest at a rate not exceeding 6%, and to authorize all such other measures involving a derogation to the general law, in order to provide for the debentures which will shortly become due and generally to the needs and obligations of the said school commissioners.

Montreal, December 24th, 1919.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
4982-52-4 Solicitors for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que "The Stephens Estate Realities, Limited", corporation légale dont le siège social est dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant, en tant que nécessaire, un acte de vente de la propriété y décrite, consenti par George Washington Stephens et autres, en faveur de la compagnie précitée, passé devant Ronzo Heathcote Clerk, notaire public, dans la cité de Montréal, le 27 décembre 1919, et dûment enregistré dans les divisions d'enregistrement de Montréal-Ouest, Hochelaga et Jacques-Cartier.

Montréal, 30 décembre 1919.

Les procureurs de la requérante,
39-1-4 MARKEY, SKINNER & HYDE.

Public notice is hereby given that "The Stephens Estate Realities, Limited", a body politic and corporate having its head office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session thereof, for the passing of an act to ratify and confirm, in so far as may be necessary, a deed of sale of the property therein described, made by George Washington Stephens and others, in favour of the above named Company, passed before Ronzo Heathcote Clerk, notary public, at the city of Montreal, on the 27th day of December, 1919, and duly registered in the registration divisions of Montreal-West and Hochelaga and Jacques-Cartier.

Montreal, 30th December, 1919.

MARKEY, SKINNER & HYDE,
40-1-4 Attorneys for applicant.

Avis public est par les présentes donné que le soussigné s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, aux fins d'obtenir une loi le constituant, lui et ceux qui se joindront à lui, en corporation pour entr'autres fins, les suivantes : Faire le commerce de toutes les valeurs négociables, acheter et vendre et autrement négocier des immeubles, agir comme courtier d'assurances, administrateur de successions ou de biens mobiliers, curateur aux biens, liquidateur, auditeur, tuteur, subrogé-tuteur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, séquestre, exécuteur testamentaire, fiduciaire, et généralement agent ou mandataire de toute manière possible ; organiser toute compagnie financière, industrielle ou commerciale, en négocier les bons ou obligations et généralement, pour toutes autres fins se rattachant aux objets ci-dessus ou en découlant.

Montréal, 31 décembre 1919.

Le pétitionnaire,

59—1-4

J.-B. DESROCHERS.

Avis est par les présentes donné, que Dame Céline Renaud, en religion, sœur du St-Esprit, supérieure ; Dame Amanda Ferron, en religion, sœur Saint-Louis ; sœur Rosalie Galipeau, sœur Cornélie Fournier, sœur Alexina Giard, résidant dans la municipalité de Marieville, dans le comté de Rouville, feront application à la Législature, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Sœurs de la Charité de l'Hospice Sainte-Croix-de-Marieville", pour les fins suivantes : œuvres de charité, d'éducation, d'instruction et d'hospitalisation.

Montréal, 31 décembre 1919.

Les avocats des pétitionnaires,

DESSAULLES, GARNEAU, DESY &
71—2-4 LORRAIN.

Re :—La paroisse canonique de Sainte-Sabine demandant son incorporation comme municipalité locale.

Avis est par les présentes donné que Adélar Phénix, Magloire Larivière, Achille Rainville et autres, tous résidant dans la paroisse canonique de Sainte-Sabine située partie dans le comté d'Iberville et partie dans le comté de Missisquoi, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, à l'effet d'obtenir la passation d'une loi tendant :

1. A ériger en municipalité locale, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine", telle paroisse canonique avec les limites qu'elle comporte et qui comprennent les numéros suivants, savoir :

a. Dans la partie de la municipalité de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots Nos 42 inclusivement jusqu'à 91 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

b. Dans la partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots Nos 362 inclusivement jusqu'à 377 inclusivement, 503 inclusivement jusqu'à 533 inclusivement, 332 inclusivement jusqu'à 361 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

c. Dans la partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots Nos 937 inclusivement jusqu'à 960 inclusivement, 963, 1404 inclusivement jusqu'à 1434 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge ;

d. Dans la partie de la municipalité de North-Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots Nos 1435 inclusivement jusqu'à 1462 inclusivement,

Public notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, in order to obtain a special law incorporating him and those who shall join him for, amongst others, the following purposes : to deal in all negotiable securities, to acquire, sell and otherwise deal in immoveables, to act as insurance broker, administrator of estates and of moveables or immoveables, curator to property, liquidator, auditor, tutor, subrogate tutor, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, trustee, and generally as agent or mandatory in all possible manners ; to organize any financial industrial or commercial corporations, negotiate the bonds or debentures of such corporations and generally for all others purposes relating to or deriving from the above purposes.

Montreal, 31st December, 1919.

J. B. DESROCHERS,

60—1-4

Petitioner.

Notice is hereby given that Dame Céline Renaud, in religion sister du Saint Esprit, superior ; Dame Amanda Ferron, in religion, sister Saint-Louis ; sister Rosalie Galipeau, sister Cornélie Fournier, and sister Alexina Giard residing in the municipality of Marieville, county of Rouville, will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act incorporating them under the name of "Sœurs de la Charité de l'Hospice Sainte-Croix-de-Marieville," for the following objects : charity, education, instruction and hospitals.

Montreal, 31st December, 1919.

DESSAULLES, GARNEAU, LORRAIN,
72—2-4 Attorneys for petitioners.

Re : Concerning the canonical parish of Sainte-Sabine, asking its incorporation as a local municipality.

Notice is hereby given by Adélar Phénix, Magloire Larivière, Achille Rainville and others, all residing in the canonical parish of Sainte-Sabine situate partly in the county of Iberville and partly in the county of Missisquoi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to obtain the passing of a law in order :

1. To erect into a local and separate municipality, under the name of "The Municipality of the parish of Sainte-Sabine," such parish as canonically erected, with its same limits, which will contain the following numbers to wit :

a. In the part of the municipality of the parish of Saint Alexandre, county of Iberville, lots Nos 42 inclusively to lot No. 91 inclusively, of the official plan and book of reference of said municipality ;

b. In the part of the municipality of parish of Sainte-Brigide, county of Iberville, lots Nos 362 inclusively to lot No. 377 inclusively, 506 inclusively to lot No. 533 inclusively, 332 inclusively to lot No. 361 inclusively, of the official plan and book of reference of this municipality ;

c. In the part of the municipality of Notre-Dame-de-Stanbridge, county of Missisquoi, lots Nos 937 inclusively to lot No. 960 inclusively, 963, 1404 inclusively to lot No. 1434 inclusively, of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge ;

d. In the part of the municipality of North-Stanbridge, county of Missisquoi, lots Nos 1435 inclusively to lot No. 1462 inclusively, of the

des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge ;

e. Dans la partie de la municipalité de la partie ouest du canton de Farnham, les lots Nos 24 inclusivement jusqu'à 91 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

2. De détacher du comté d'Iberville pour les annexer au comté de Missisquoi, ou vice-versa, les lots sus-mentionnés formant partie de chacun de ces comtés, de manière à ce que la municipalité dont l'érection est demandée soit entièrement située dans un seul comté, soit Iberville ou Missisquoi ;

3. De faire régir la municipalité projetée, par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, en autant que la Législature le jugera à propos.

Le procureur des pétitionnaires,

J.-E. BOIVIN,
Notaire.

Saint-Alexandre-d'Iberville, 2 janvier 1920.

69—2-4

M. James McMahon, ancien inspecteur de police de Montréal, donne avis qu'à la présente session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera que sa pension de retraite soit conforme à son demi salaire tel que recommandé par le surintendant de la police, le 18 juin 1917.

JAMES McMAHON,

366 avenue Prud'homme,
Montréal.

103—2-4

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi que la cité de Montréal soumettra à la Législature de Québec, à sa présente session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'annexer la cité de Verdun à la cité de Montréal, de fixer les conditions de cette annexion, et pour autres fins.

Verdun, 7 janvier 1920.

Le requérant,

135—2-4

VICTOR BOUGIE.

official plan and book of reference of the township of Stanbridge ;

e. In the part of the municipality of the west part of the township of Farnham, lots Nos 24 inclusively to lot No. 91 inclusively, of the official plan and book of reference of said municipality ;

2. To detach from the county of Iberville to annex to the county of Missisquoi, for all purposes all the aforesaid numbers of the municipalities of Saint-Alexandre and Sainte-Brigide mentioned (letters a and b) or vice-versa.

3. To have the projected municipality be governed by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec.

J.-E. BOIVIN,
Notary.

Attorney for the petitioners.

Saint-Alexandre-d'Iberville, the second day of January, 1920.

70—2-4

Mr. James McMahon, former police inspector of Montreal, gives notice that at the present session of the Quebec Legislature, at the time of the study of the bill of the city of Montreal, he will ask that his superannuation be made equal to half his salary as recommended by the police superintendent, on the 18th June, 1917.

JAMES McMAHON,

366, Prud'homme avenue,
Montreal.

104—2-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Montreal to the Quebec Legislature, at the present session thereof, for the amendment of its charter, application will be made for the annexation of the city of Verdun to the city of Montreal, to determine the conditions on which such annexation will be made, and for other purposes.

Verdun, 7th January, 1919.

VICTOR BOUGIE,

136—2-4

Applicant.

Département de l'Instruction publique

247-19.

Québec, 7 janvier 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 décembre 1919, de détacher de la municipalité scolaire du village de Compton, comté de Compton, le lot No 21 du 5ième rang du canton de Compton et de l'annexer à celle du canton de Compton, même comté.

121

Department of Public Instruction

247-19.

Quebec, 7th January, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st December, 1919, to detach from the school municipality of the village of Compton, county of Compton, the lot No. 21 of the 5th range of the township of Compton and annex it to that of the township of Compton, same county.

122

Département des terres et forêts

DEPARTEMENT DES TERRES & FORETS

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, 29 décembre 1919.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625, S. R. P. Q., 1919, des permis de couper les arbres détériorés par le feu seront offerts à l'enchère, au bureau de monsieur Guay, inspecteur du service forestier, à Amos, Abitibi, le

Department of Lands and Forests

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, 29th December, 1919.

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625, R. S. P. Q., 1919, a permit to cut trees damaged by fire will be offered at public auction, at the office of Mr. Guay, inspector of the forest service, at Amos, Abitibi, on the 29th of January,

29 janvier 1920, une heure après l'arrivée du train venant de Québec ce matin-là, pour les territoires ci-après désignés :

1920, one hour after the arrival of the train coming from Québec on that day, for the following territories :

Canton de Barraute

Lots 1 à 8 inclusivement, rangs 4 et 5.

Canton de Landrienne

Lots 55 à 62 inclusivement, rangs 4 et 5 ;
Lots 53 à 57 inclusivement, rangs 8 et 9 ;
Lots 1 à 9 inclusivement, rang 10.

Canton de Duvernoy

Lots 1 à 7 inclusivement, rang 1.

Canton de Figueray

Lots 63 et 64, rang X.

Canton de Dalquier

Lots 59 à 62 inclusivement, rang 1.

Canton de Trecesson

Lots 32 à 50 inclusivement, rang 1.

Canton de Villemontel

Lots 30 à 50 inclusivement, rangs 9 et 10.

Canton de Lamotte (Bloc A)

Lots 53 à 64 inclusivement, rang 4 ;
Lots 46 à 64 inclusivement, rang 5 ;
Lots 57 à 64 inclusivement, rang 6.

Canton de Lamotte (Bloc B)

Lots 5 à 23 inclusivement, rang 5 ;
Lots 1 à 23 inclusivement, rang 6.

Canton de Launay

Lots 1 à 32 inclusivement, rang 1.

Canton de Lacorne

Lots 7 à 62 inclusivement, rangs 1, 2 et 3.
Les conditions de l'affermage seront les suivantes :

1. L'enchère portera sur un montant additionnel à payer en sus du droit de coupe ordinaire qui est maintenant de \$1.60 les mille pieds m. p. pour l'épinette, le sapin, le pin gris ou le cyprès, le bouleau, le tremble et le peuplier, la pruche, etc., suivant les règlements adoptés le 12 juin 1918, par lieutenant-gouverneur en conseil ;

2. Une somme de \$100.00 par mille carré sera payée comptant, comme garantie de l'exploitation et du paiement des droits. Elle sera remboursée à l'expiration du permis, si le concessionnaire s'est conformé aux lois et règlements des Bois et Forêts ;

3. La durée du permis est de 3 ans ;

4. L'adjudicataire devra payer comptant en sus de la garantie susdite, un montant de \$19.50 par mille carré représentant la rente foncière dudit terrain pour les trois ans ;

5. Le permis sera sujet, sous peine d'annulation, aux lois et règlements des Bois et Forêts.

Le sous-ministre des Terres et Forêts,

Township of Barraute

Lots 1 to 8 inclusively, ranges 4 & 5.

Township of Landrienne

Lots 55 to 62 inclusively, ranges 4 & 5 ;
Lots 53 to 57 inclusively, ranges 8 & 9 ;
Lots 1 to 9 inclusively, range 10.

Township of Duvernoy

Lots 1 to 7 inclusively, range 1.

Township of Figueray

Lots 63 & 64, range X.

Township of Dalquier

Lots 59 to 62 inclusively, range 1.

Township of Trecesson

Lots 32 to 50 inclusively, range 1.

Township of Villemontel

Lots 30 to 50 inclusively, ranges 9 and 10.

Township of Lamotte (Block A)

Lots 53 to 64 inclusively, range 4 ;
Lots 46 to 64 inclusively, range 5 ;
Lots 57 to 64 inclusively, range 6.

Township of Lamotte (Block B)

Lots 5 to 23 inclusively, range 5 ;
Lots 1 to 23 inclusively, range 6.

Township of Launay

Lots 1 to 32 inclusively, range 1.

Township of Lacorne

Lots 7 to 62 inclusively, range 1, 2 & 3.
The conditions of the lease are as follows :

1. The auction will bear on an additional amount to pay above the ordinary stumpage due which is now \$1.60 per 1,000 feet b. m., for spruce, balsam-fir, jack-pine, white-birch, aspen and poplar, etc., as enacted by the order in council of 12th June, 1918 ;

2. An amount of \$100.00 per square mile must be paid cash as a guarantee of lumbering and of the payment of the stumpage dues. This guarantee will be reimbursed at the expiration of the permit, if the permit holder has complied with the laws and regulations of the Woods and Forests branch ;

3. The duration of the permit is limited to three years ;

4. The permit holder must pay cash, in addition to the guarantee, an amount of \$19.50 per square mile for the ground rent of the territory, thus leased during three years ;

5. The permit will be subject, under pain of forfeiture, to the timber laws and regulations.

The deputy-minister of lands and forests,

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5360. Dame Anna Rodack, de la cité et du district de Montréal, épouse de Harry Stuart, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Harry Stuart, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 31 décembre 1919.

Montréal, le 31 décembre 1919.

63—2-5 Le procureur de la demanderesse,
L. MILLMAN.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure. Dame Mathilda-A. Duford, épouse de L.-J.-Osias Lavoie, des cité et district de Hull, dûment autorisée par un des honorables juges de cette Cour à ester en justice, demanderesse ; vs ledit L.-J.-Osias Lavoie, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de janvier 1920. Hull, le 3 janvier 1920.

77—2-5 Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN & STE MARIE.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 349. Lydia Richard, de Drummondville, épouse d'Arcadius Désilets, menuisier, de Drummondville, district d'Arthabaska, demanderesse ; vs ledit Arcadius Désilets, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 de décembre 1919.

27 décembre 1919. Les procureurs de la demanderesse,
GARCEAU & RINGUET.
9—1-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2730. Dame Florida Charbonneau, épouse de Alexis Marsan, entrepreneur, des cité et district de Montréal, demanderesse ; vs ledit Alexis Marsan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette Cour le 18e jour de décembre 1919.

Montréal, 19 décembre 1919.
Les avocats de la demanderesse,
4929—52-5 JEAN & MICHAUD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2585. Dame Philomène Taillefer, demanderesse ; vs Damase Bertrand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur le 12 décembre 1919. Les procureurs de la demanderesse, BERARD & RHEAUME. Montréal 19 décembre 1919. 4919—52-5

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 182. Dame Virginie Poulin, épouse commune en biens de Henri Bolduc, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Lucie, district de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Henri Bolduc, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 17ème jour de décembre 1919.

Montmagny, 17 décembre 1919. Les procureurs de la demanderesse,
ROUSSEAU & CHOUINARD.
4903—52-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5360. Dame Anna Rodack, of the city and district of Montreal, wife of Harry Stuart, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Harry Stuart, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 31st December, 1919.

Montreal, 31st December, 1919.
L. MILLMAN,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Hull, Superior Court. Dame Mathilda A. Duford, wife of L. J. Osias Lavoie of the city and district of Hull, duly authorized by one of the Honourable judges of this Court to sue at law, plaintiff ; the said L. J. Osias Lavoie, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 3rd day of January, 1920.

Hull, January 3rd, 1920.
DEVLIN & STE MARIE,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 349. Lydia Richard, of Drummondville, wife of Arcadius Désilets, joiner, of Drummondville, district of Arthabaska, plaintiff ; vs the said Arcadius Désilets, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th December, 1919.

27th December, 1919. GARCEAU & RINGUET,
Attorneys for plaintiff.
10—1-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2730. Dame Florida Charbonneau, wife of Alexis Marsan, contractor, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs the said Alexis Marsan, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this Court on the 18th day of December, 1919.

Montreal, 19th December, 1919.
JEAN & MICHAUD,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2585. Dame Philomène Taillefer, plaintiff ; vs Damase Bertrand, defendant.

An action in separation as to property has been issued in this cause against the defendant on the twelfth day of December, 1919 ; BERARD & RHEAUME, attorneys for the plaintiff. Montreal, 19th December, 1919. 4920—52-5

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 182. Virginie Poulin, wife common as to property of Henry Bolduc, farmer, of the parish of Sainte-Lucie, district of Montmagny, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Henry Bolduc, defendant.

An action for separation as to property has been taken by the plaintiff, on the 17th of December, 1919.

Montmagny, 17th December, 1919. ROUSSEAU & CHOUINARD,
Attorneys for plaintiff.
4904—52-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 229. Dame Berthe Campeau, des cité et district de Montréal, épouse de Polydor Charlebois, commerçant de gramophones, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Polydor Charlebois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de novembre 1919.

Montréal, 1er décembre 1919.

L'avocat de la demanderesse,
4905—52-5 A. FORTIN.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 450. Dame Georgianna Bessette, de la paroisse de Sainte-Marie-Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hormisdas Lapalme, de la ville de Marieville, dit district, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Hormisdas Lapalme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29ième jour de novembre 1919, contre le défendeur.

Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1919.

Les procureurs de la demanderesse,
4737—50-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 229. Dame Berthe Campeau, of the city and district of Montreal, wife of Polydor Charlebois, phonograph dealer, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Polydor Charlebois, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the third day of November, 1919.

Montreal, 1st December, 1919.

A. FORTIN,
4906—52-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe Superior Court, No. 450. Dame Georgianna Bessette, of the parish of Sainte-Marie-Monnoir, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Hormisdas Lapalme, of the town of Marieville, said district, duly authorized à ester en justice, plaintiff; vs the said Hormisdas Lapalme, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 29th of November, 1919, against the defendant.

Saint-Hyacinthe 6th of December, 1919.

BEAUREGARD & LABELLE,
4738—50-5 Solicitors for plaintiff.

Avis divers

A. & E. PIERCE & Co., LIMITED.

REGLEMENT NO XVIII

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété par les administrateurs de la "A. & E. Pierce & Co., Limited", ce qui suit, à titre de règlement de la corporation:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, porté de cinq à six;

2. Le conseil d'administration peut, dans l'intervalle entre la ratification du présent règlement et la prochaine assemblée annuelle, appeler au conseil un actionnaire qualifié de la compagnie pour remplir la vacance ainsi créée;

3. Jusqu'à l'élection d'un conseil entier, les directeurs actuels, selon leur nombre, administreront les affaires de la compagnie;

4. Le règlement No V est amendé en biffant le mot "cinq" là où il se rencontre et en lui substituant le mot "six".

Je, Francis-G. Bush, secrétaire de "A. & E. Pierce & Co., Limited, certifie par les présentes que ce qui précède est une vraie copie du règlement No XVIII de ladite compagnie passé et adopté par les directeurs le 5 janvier 1920, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, tenue le même jour.

Montréal, le 5 janvier 1920.

Le secrétaire,
101 F.-G. BUSH.

Aux membres de l'Union St-Joseph, à Saint-Sauveur-de-Québec.

Avis est par le présent donné que, conformément à l'entente intervenue entre l'Union St-Joseph, à Saint-Sauveur-de-Québec, et la Société des Artisans Canadiens-Français, vous devrez, pour avoir droit d'invoquer les privilèges et avan-

Miscellaneous Notices

A. & E. PIERCE & Co., LIMITED.

BY-LAW NO. XVIII.

A by-law to increase the number of directors.

Be it enacted by the directors of A. & E. Pierce & Co., Limited, as a by-law of the Company as follows:

1. The number of directors of the Company is hereby increased from five to six;

2. The board of directors may, between the confirmation of this by-law and the next annual meeting elect to the board a qualified shareholder of the Company to fill the vacancy thus created;

3. Until a full board is elected, the present number of directors shall manage the affairs of the company;

4. By-law No. V is amended by striking out the word "five" where it appears therein and substituting therefor the word "six".

I, Francis G. Bush, secretary of A. & E. Pierce & Co., Limited, hereby certified that the above is a true copy of by-law No. XVIII of said Company enacted and adopted by the directors on the 5th day of January, 1920, and approved at a special general meeting of the shareholders of said company, held on the same day.

Montreal, 5th January, 1920.

F. G. BUSH,
102 Secretary.

To the members of L'Union St-Joseph, at Saint-Sauveur-de-Québec.

Notice is hereby given that pursuant to the agreement passed between L'Union St-Joseph, at Saint-Sauveur-de-Québec, and the Société des Artisans Canadiens Français, you must, in order to be entitled to benefit of the privileges and

tages qui résultent de l'entente précitée, vous présenter au bureau de l'Union St-Joseph, à Saint-Sauveur-de-Québec, d'ici au onze février prochain (1920) inclusivement, pour y signer la déclaration requise telle qu'adoptée par les représentants des deux sociétés.

N. B.—Vous devrez apporter avec vous, la police que vous détenez actuellement, dans l'Union, St-Joseph, à Saint-Sauveur-de-Québec, à une des deux assemblées, qui sont tenues chaque mois, à la Bourse du Travail, rue Saint-Valier, Québec, le deuxième et le dernier jeudis du mois.

Par ordre du bureau-chef des Artisans Canadiens-Français. 123—2-2

DOMINION OPERATING COMPANY.

Avis public est présentement donné en conformité de la loi des compagnies de Québec, que le siège social de la "Dominion Operating Company" est situé à 602 Ouest, rue Sainte-Catherine, dans la cité de Montréal.

Les procureurs de la Dominion Operating Company,

GILLMOR & McDOUGALL.

5 janvier 1920.

105

advantages resulting from the aforesaid agreement, present yourself at the office of L'Union St. Joseph, at Saint-Sauveur-de-Québec, between now and the eleventh February next (1920), inclusively, to sign the required declaration as adopted by the representatives of both societies.

N. B.—You must bring with you the policy you presently hold in L'Union St-Joseph, at Saint-Sauveur-de-Québec, at one of the two meetings held each month at La Bourse du Travail, Saint Valier street, Quebec, on the second and last Thursdays of the month.

By order of the head office of the Artisans Canadiens-Français. 124—2-2

DOMINION OPERATING COMPANY.

Public notice is hereby given in conformity with the Quebec Companies' Act, that the head office of Dominion Operating Company is situate at 602 Saint Catherine street West, in the city of Montreal.

GILLMOR & McDOUGALL,
Attorneys for Dominion Operating Company.

5th January, 1920.

106

Compagnie autorisée à faire des opérations

La Compagnie "Oak Fire and Rubber Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. O. LeBel, de Montréal.

Le sous-secrétaire suppléant de la province, ALEX. DESMEULES.

Québec, 3 janvier 1920.

95

Company authorized to do business

The Company Oak Fire and Rubber Company, Limited, has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. O. LeBel, of Montreal.

ALEX. DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 3rd January, 1920.

96

Examens—Examinations

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW

EXAMENS DE JANVIER 1920.—JANUARY EXAMINATIONS, 1920.

Liste supplémentaire.—Additional list.

Nom Name	Prénom Surnames	Age	Résidence
De St-Victor.....	Guy.....	24	Québec.

Québec, 29 décembre 1919.—Quebec, 29th December, 1919.

Le secrétaire du barreau,

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar.

Candidat pour l'admission à la pratique du droit 1920.—Candidate for the admission to the practice of law, 1920.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence
Quesnel.....	Jacques.....	25	Trois-Rivières—Three Rivers

Trois-Rivières, 24 décembre 1919.—Three Rivers, 24th December, 1919.

Le secrétaire-trésorier,
LEON METHOT,
Secretary treasurer.

115-116—2-2

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 15 janvier 1920.—Examinations, 15th January, 1920.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Beaudoin.....	Jules.....	22	St-Hilaire.
2.—Beaudry.....	Laurent.....	33	Ottawa.
3.—Bédard.....	Marcel.....	23	Montréal.
4.—Boissonnault.....	J.-Alcide.....	27	Saint-Timothée.
5.—Bowles.....	W.-F. (militaire).....	26	Montréal.
5½.—Cambell.....	John Esson.....	26	Goderick, Ont.
6.—Cameron.....	Norman-S.....	29	Westmount.
7.—Camirand.....	M.-R.....	25	Montréal.
8.—Chauvin.....	Gustave.....	24	Montréal.
9.—Cinq-Mars.....	Benoit, (militaire).....	27	Montréal.
10.—Cohen.....	A. S., (of the Boston Bar).....	27	Montréal.
11.—Colville.....	A. B. (Of the Ont. Bar), (militaire).....	42	Montréal.
12.—DeLadurantaye.....	L.-J.....	23	Ottawa.
13.—DeLadurantaye.....	René (militaire).....	25	Montréal.
14.—Dupuis.....	Vincent.....	30	Montréal.
15.—Gadoury.....	Adolphe.....	24	Joliette.
16.—Holden.....	R.-Clément (militaire).....	26	Montréal.
17.—Lovett.....	Eric-A. (militaire).....	27	Montréal.
18.—Marsolais.....	Alfred.....	24	Joliette.
19.—Nicholson.....	Wm.-C. (militaire).....	27	Montréal.
20.—Perrier.....	Hector.....	24	Montréal.
21.—Poisson.....	Robert.....	24	Montréal.
22.—Senécal.....	A.-A. (militaire).....	22	Montréal.
23.—Senécal.....	Ernest (militaire).....	25	Montréal.
24.—Tellier.....	Léopold.....	29	St-Esprit.

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT—CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY OF LAW.

Examens du 15 janvier 1920—Examinations, 15th January, 1920.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Smith.....	A.-I.....	23	Montréal.....	McGill University

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
J.-M. NANTEL,
Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 29 décembre 1919—Montreal, 29th December, 1919.

53-54—1-2

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR PRACTICE AT LAW.

Examens de janvier 1920—Examinations of January, 1920.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Auger.....	Réné.....	23	Québec.
Bresse.....	Olivier.....	26	Charlesbourg.
Corriveau.....	Philippe.....	27	Québec.
Goulet.....	Donat.....	25	Québec.
Grégoire.....	J.-Ernest.....	33	Québec.
Jolicœur.....	J.-Achille.....	23	Québec.
Parent.....	Paul.....	26	Québec.

Le secrétaire du barreau,

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar.

55-56-1-2

Québec, 30 décembre 1919.—Quebec, 30th December, 1919.

Faillite—avis de

Re: Omer Pouliot, de Québec, marchand-épicer, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordonnance de la Cour supérieure pour le district de Québec, en date du 2 janvier 1920, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens de cette faillite.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Québec, le 3 janvier 1920.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
(Édifice Bossé), Québec.

75

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 192. Dans l'affaire de "The Farmers Telephone Company", corporation légale dont le siège social est au village de Howick, district de Beauharnois, en liquidation, et David Vass, du même lieu, liquidateur.

Avis est par le présent donné par le soussigné qu'il a été nommé liquidateur de ladite compagnie insolvable, par jugement rendu le 26 décembre 1919 par l'honorable juge Mercier, siégeant à Valleyfield.

Howick, le 2 janvier 1920.

107

D. VASS.

Province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 4662. Dans l'affaire de Emile Paquet, boucher, de Saint-Georges, requérant ; vs Napoléon Gilbert, hôtelier, du même lieu, failli.

Avis est par la présente donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Saint-Joseph-de-Beauce.

Saint-Georges, Beauce, 2 janvier 1920.

109

Le gardien provisoire,
RODOLPHE MOREALT.

Notice of Bankruptcy

Re: Omer Pouliot, of Quebec, grocer, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated January 2nd, 1920, the undersigned have been appointed joint curators to the assets of this estate.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claim, duly sworn, within thirty days from this date.

Québec, 3rd January, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,
(Bossé Building), Québec.

76

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 192. In the matter of The Farmers Telephone Company, a body politic and corporate, having its principal place of business at the village of Howick, district of Beauharnois, in liquidation, and David Vass, of the same place, liquidator.

Notice is hereby given by the undersigned that, by judgment rendered the 26th day of December, 1919, by the Honourable Mr. Justice Mercier, sitting at Valleyfield, I was appointed liquidator to the said insolvent Company.

Howick, 2nd January, 1920.

108

D. VASS.

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 4662. In the matter of Emile Paquet, butcher, of Saint Georges, petitioner, vs Napoleon Gilbert, hotelkeeper, of the same place, insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has made a judicial assignment of his property, for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the Superior Court, at Saint-Joseph-de-Beauce.

Saint-Georges, Beauce, 2nd January, 1920.

110

RODOLPHE MOREALT,
Provisional guardian.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 160. *In re*: Louis-A. Sauvé, "Miller Awning Co.", Montréal, failli.

Avis est donné que le 7 janvier 1920, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse "Banque Nationale"
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 janvier 1920. 131

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 160. *In re*: Louis A. Sauvé, "Miller Awning Co.", Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th January, 1920, by order of the Superior Court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

"Banque Nationale" building,
99, Saint James street.
Montreal, 10th January, 1920. 132

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 8588. *In re*: Omer Beaudry, commerçant, de Sainte-Béatrix, dans le district de Joliette, débiteur insolvable; et O. Chevalier & Fils, requérant cession.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Joliette, dit district, le 24 décembre 1919.

Joliette, 5 janvier 1920.

Le gardien provisoire,
133 HERMENEGILDE CHEVALIER.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8588. *In re*: Omer Beaudry, trader, of Saint Béatrix, district of Joliette, insolvent debtor; and O. Chevalier & Sons, petitioners for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court in Joliette, on the 24th of December, 1919.

Joliette 5th January, 1920.

HERMENEGILDE CHEVALIER,
134 Provisional guardian.

Minutes de notaire

Québec, 7 janvier 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, par M. Léon-Domitien-Eugène Rousseau, notaire, résidant et pratiquant en la ville de Montmagny, comté et district de Montmagny, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de M. Georges-Wilfrid Pion, notaire, du même lieu, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire.

Le sous-secrétaire de la province,
125-2-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 7 janvier 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, par M. Max-Henri Gagnon, notaire, pratiquant et demeurant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu J.-Emilien Marcil, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, repertoire et index de feu le notaire Félix Rieutord, dont ledit J.-Emilien Marcil était le cessionnaire.

Le sous-secrétaire de la province,
127-2-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 22 décembre 1919.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Horace St. Germain, notaire, pratiquant et demeurant en les cité, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Jules

Notarial minutes

Quebec, 7th January, 1920.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council by Mr. Leon Domitien Eugène Rousseau, notary, residing and practicing in the town of Montmagny, county and district of Montmagny, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Georges Wilfrid Pion, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,
126-2-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th January, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code that application is made to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, by Mr. Max Henri Gagnon, notary, residing and practicing in the city and district of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. Emilien Marcil, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late notary Felix Rieutord, which had been transferred to said J. Emilien Marcil.

C. J. SIMARD,
128-2-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 22nd December, 1919.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, application is made to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Horace St. Germain, notary, practising and residing in the city, county and district of Saint-Hyacinthe, for the transfer to him of the minutes, repertory and index of the late Jules St. Germain, in his lifetime notary, of

St. Germain, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire Horace St. Germain, dont ledit Jules St. Germain était le cessionnaire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4945—52-5 ALEX. DESMEULES.

the same, place and also the minutes, repertory and index of the late notary Horace St. Germain which had been transferred to said Jules St. Germain.

ALEX. DESMEULES,
4946—52-5 Supplying Assistant Provincial Sec.

Ventes pour taxes municipales.

Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RICHMOND.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RICHMOND.

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, Percy C. Duboyce, notaire et secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Richmond, que MERCREDI, le TROISIÈME jour du mois de MARS prochain 1920, à DIX heures de l'avant-midi, au lieu ordinaire des sessions dudit conseil, en le bureau du comté, au palais de justice, ville de Richmond, dit comté, les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère à rabais, à quiconque offrira de payer les montants des deniers à prélever, compris les frais faits pour la moindre partie de chacun desdits terrains qui seront mis à l'enchère, à défaut de paiement avant la vente des taxes municipales et cotisations scolaires ci-après mentionnées et des frais encourus pour parvenir à ladite vente.

Public notice is by these presents given by me, the undersigned Percy C. Duboyce, N. P., secretary-treasurer of the municipal council for the county of Richmond, that on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, 1920, at TEN of the clock in the forenoon, at my office, in the court house, in the town of Richmond, said county, the lands hereinafter described will be sold by public auction, in abating, to whomsoever will offer to pay the amount due on each lot including costs, for the least part of any lot auctioned, the whole in default of previous payments of said amounts due and the whole including the costs incurred leading to this sale hereby advertised.

Municipalité du canton de Shipton—Municipality of the township of Shipton.

Propriétaire Proprietor	Désignation de l'immeuble Designation of immoveable	Acres	Taxes et frais Taxes and costs
E. J. Morrill.....	Lot No. 11 "C" et partie du lot No. 11 "D" en rang 3, canton de Shipton, tel que désigné dans l'acte enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Richmond comme B-34-No. 657.— Lot No. 11 "C" and part of lot No. 11 "D" in Range 3, township of Shipton, as described in deed registered in Richmond registry office as B-34-No. 657.....	4	9.45

Municipalité de la partie nord du canton de Windsor.—Municipality of the north part of the township of Windsor.

David Corriveau.....	Canton de Windsor, lots Nos. 520, 522 et—and 524 of the township of Windsor.....	150	\$ 120.45
Louis Côté et—and Arthur Casotte.....	Les 50 acres s.-e. de lot No 496, canton de Windsor, moins le coin sud.—S. E. 50 acres less S. corner of lot No. 496 township of Windsor.....	49	57.83

Canton de Saint-Georges-de-Windsor.—township of Saint-George-de-Windsor.

Inconnu—Unknown.....	Canton de Windsor, lot No. 368 of the township of Windsor.....	50	108.73
----------------------	--	----	--------

Municipalité de Melbourne et Brompton-Gore.—Municipality of Melbourne and Brompton-Gore.

Louis Phaneuf.....	Le résidue des lots Nos 12"A" et 12"B", rang 10 de Brompton après déduction faite des portions vendues à J.-B. Jeanson, par acte enregistré au bureau d'enregistrement de Richmond, comme B-30-No 646.—The residue of lots Nos. 12"A" and 12"B" in the tenth range of Brompton, after deducting the portions sold to J.-B. Jeanson, by deed registered in in Richmond registry office as B-30-No. 646.....	123	118.91
--------------------	--	-----	--------

Donné au palais de justice, Richmond, ce cinquième jour de janvier mil neuf cent vingt.

Le secrétaire trésorier,
P. C. DUBOYCE,
Notaire.

Given at the court house, Richmond, this fifth day of January, one thousand nine hundred and twenty.

P. C. DUBOYCE,
N. P.,
Secretary treasurer.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE DRUMMOND.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Walter-A. Moisan, secrétaire-trésorier du conseil de cette municipalité, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le palais de justice, à Drummondville, dans ladite municipalité du comté de Drummond, étant le lieu où se tiennent les sessions du conseil de cette municipalité, MERCREDI le (3) TROISIÈME jour de MARS prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et les frais encourus, savoir :

Public notice is hereby given by the undersigned, Walter-A. Moisan, secretary treasurer of the above municipality, that the lands herein-after described will be sold at public auction, in the Court House, at Drummondville, in the said municipality, being the place where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the THIRD day (3rd) of MARCH next, (1920), at the hour of TEN o'clock in the forenoon, in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred, to wit :

Dans la municipalité du canton de Durham.—In the municipality of the township of Durham.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
Richard G. Elliot....	Durham.	288	4	12.48	11.31	23.79

Dans la municipalité de Wickham-Ouest.—In the municipality of West Wickham.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
Dame Julie-Hubert St-Onge * ...	Wickham..	653 & 654	22.40	12.86	35.26

Dans la municipalité des cantons de Wendover & Simpson.—In the municipality of the townships of Wendover & Simpson.

Nom du propriétaire Name of owner	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes municipales Municipal taxes	Montant dû Amount due
Ethel Gault.....	Simpson...	2 arp. n.-o. du lot 16.—n. w. 2 acres of lot 16.....	2	29.38	29.38

Dans la municipalité du canton de Wickham.—In the municipality of the township of Wickham.

Nom des propriétaires Name of owners	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Etendue Area	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
François Bellemare...	Wickham.	235 & 236.....	72 acres...	27.81	17.74	45.55
" " ..	"	Ptie—Pt. 232...	1% acres.	3.18	2.31	5.49

Dans la municipalité du canton de Grantham.—In the municipality of the township of Grantham.

Noms des propriétaires Names of owners	Canton Township	Nos du cadastre Cadastral Nos.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
E.-A. Lamothe.....	Grantham.	139-77, 139-61a, 139-62a, 139-63a, 139-64a, 139- 65a, 139-66a, 139-67, 139-68, 139-69, 139-70, 139-71, 139-72, 139-73, 139-74, 139-75.....	18.00	12.37	30.37
Omer Barsalou.....	"	138-36.....	19.00	6.50	25.50
John Okuloski.....	"	138-203.....	12.00	8.00	20.00

Dans la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.—In the municipality of Saint-Germain-de-Grantham.

Nom des propriétaires Name of owners	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
Emile Philibert.	Grantham.	1054	9	11.60	15.00	26.60

Dans la municipalité de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.—In the municipality of Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Noms des propriétaires Names of owners	Canton Township	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Montant dû Amount due
Gohier & Cie.	Wendover.	6 et—and pt. 7.	13	16.64	1.45	18.09
M. Charles Blanchette.	Horton.	Ptie—Pt. 1.	8	1.93	1.50	3.73
F.-X. Vanasse.	Horton.	Ptie—Pt. 3.	1	25.65	6.51	32.16
Ernest Mureotte.	"	Ptie—Pt. 4.	1	20.25	6.51	26.76
Emile Blanchette.	Wendover.	Ptie—Pt. 2.	9	22.93	14.16	37.09

Donné à Drummondville, ce troisième jour
de janvier A. D., 1920.
Le secrétaire-trésorier C. M. C. de Drummond,
79—2-2 W.-A. MOISAN.

Given at Drummondville, this third day of
January, A. D., 1920.
W.-A. MOISAN,
Secretary treasurer M. C. C. of Drummond.
80—2-2

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
BERTHIER

Avis public est par le présent donné par le sous-
signé, secrétaire-trésorier du conseil municipal du
comté de Berthier, que le terrain ci-après décrit
sera vendu par encaissement public au palais de justice
de la ville de Berthier, MERCREDI, le TROI-
SIÈME jour du mois de MARS prochain (1920),
à DIX heures du matin, à défaut du paiement des
taxes municipales et scolaires dues sur icelui,
avec tous les frais encourus, à moins que le tout
ne soit payé avant la vente.

Municipalité de la paroisse de Saint-Zénon.

Comme appartenant à Harry Caster :
Un terrain connu au cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Zénon, sous le numéro quarante-
cinq (45) du rang P., canton Provost.
Taxes municipales. \$23.83
Taxes scolaires. 7.47

Total. \$31.30

Donné à Berthierville, ce deuxième jour du
mois de janvier mil neuf cent vingt.

Le sec-trés., du C. M. C. Berthier.
67—2-2 THEODORE GERVIAS.

PROVINCE OF QUÉBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
BERTHIER

Public notice is hereby given by the undersig-
ned, secretary-treasurer of the municipal council
of the county of Berthier, that the land hereunder
described will be sold at public auction at the
Court House of the town of Berthier, on WED-
NESDAY, the THIRD day of the month of
MARCH next (1920), at TEN o'clock in the
forenoon, in default of the payment of municipal
and school taxes due thereon with all costs
incurred, unless the same be paid before the sale.

Municipality of the parish of Saint-Zénon.

As belonging to Harry Caster :
A lot of land known on the official cadastre for
the parish of Saint-Zénon, under the number forty
five (45) of range P., township of Provost.
Municipal taxes. \$23.83
School taxes. 7.47

Total. \$31.30

Given at Berthierville, this second day of the
month of January, one thousand nine hundred
and twenty.

THEODORE GERVAIS,
68—2-2 Sec.-Treas. M. C. C. of B.

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA SECONDE DIVISION DU COMTE DE MATANE

MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION OF THE COUNTY OF MATANE

Avis public est par les présentes donné par Henri Lemarie, secrétaire-trésorier de ladite municipalité que les terrains ci-dessous mentionnées seront vendus à l'enchère publique dans la salle des sessions de Conseil de ladite municipalité du comté au chef-lieu, à Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes scolaires et municipales et frais encourus.

Public notice is hereby given by Henri Lemarie, secretary treasurer of the said municipality, that the lands hereinafter designated shall be sold by public auction, in the hall of sessions of the said county municipality, at its chief place, in Saint-Benoit-Joseph-Labre, of Hunqui, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, on default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

Municipalité	Canton	Rang	No du lot	Nom des propriétaires	Preced-verbaux	Votes & proceedings	Taxes scolaires	School taxes	Taxes municipales	Total frais	Total costs	Montant dû	Amount due
Municipality	Township	Range	No. of lot	Name of owners									
Conseil de comté—Council													
County Matane No 2	Nemtoyé.....	6	7	Eugène Bélanger.....	226.75								
" " " "	" " " "	6	18	Cyprien Gonthier.....	8.66								
" " " "	" " " "	6	15	Arthur Gagnon.....	7.83								
" " " "	" " " "	6	8	Néré Bélanger.....	172.50								
" " " "	Blais.....	1	35	Antoine Gagné.....	1.40								
" " " "	Blais.....	1	37	Léon Doron.....	1.40								
" " " "	" " " "	1	40	Zéphir Dumais.....	1.00								
" " " "	Pinault.....	3	46	Samuel Trudeau.....	13.65								
" " " "	" " " "	3	44	Armand Rioux.....	11.32								
" " " "	" " " "	4	44	Omer Dostie.....	13.65								
" " " "	" " " "	4	42	Calixte Dionne.....	13.65								
" " " "	" " " "	3	43	Honoré Trudeau.....	8.32								
St-Léon-le-Grand.....	Humqui.....	7	22	Arthur Brisson.....				31.35		0.25		31.60	
" " " "	" " " "	7	23	" " " "									
" " " "	" " " "	7	24A	" " " "									
" " " "	Pinault.....	3	15	Louis Blanchette.....				10.50		0.25		10.75	
" " " "	" " " "	3	8	" " " "									
" " " "	" " " "	3	13	Philéas Blanchette.....				2.50				2.50	
" " " "	Humqui.....	7	18	Léonce Côté.....				6.50		0.25		6.75	
" " " "	Pinault.....	2	29-6 Emp.	Patrice Duguay.....				5.23		0.25		5.48	
" " " "	" " " "	4	43	Alfred Gagnon.....				13.65		3.34		17.24	
" " " "	" " " "	4	14	Ernest Gagnon (fils-son Eus.).....						4.17		4.17	
" " " "	Humqui.....	7	26	Eléar Harvey.....				24.00		0.25		4.25	
" " " "	" " " "	7	27	" " " "									
" " " "	Pinault.....	5	13½	Johnny Gagné.....				2.92		0.25		3.17	
" " " "	Humqui.....	8	9	Adam Laverdière.....				2.00				2.00	
" " " "	Pinault.....	4	26	Adolphe Noël.....				8.00		0.25		8.25	
" " " "	" " " "	4	12½	Fras. Levesque fils-jr.....				6.67				6.67	
" " " "	" " " "	3	7	Thomas Poldvin.....				7.17				7.17	
" " " "	" " " "	4	34	" " " "									
" " " "	" " " "	4	17	Joseph Robichaud.....				6.67				6.67	
" " " "	Humqui.....	7	20	" " " "									
" " " "	" " " "	7	21A	Alphonse St-Fierre.....				6.50		0.25		6.75	
" " " "	" " " "	7	21B	" " " "									
" " " "	" " " "	8	38	Vve—Widow Georges Sirois.....				12.00		0.25		12.25	
" " " "	" " " "	7	12A	Joseph Vaillancourt.....				4.00		0.25		4.25	
" " " "	" " " "	7	13	Urie Vaillancourt.....				3.00		0.25		3.25	
" " " "	" " " "	4	4	Willie Deslaunay.....									
" " " "	" " " "	7	29	" " " "				27.33				27.33	
St-Zénon du Lac Amqui.....	Pinault.....	6	23	Joseph Boudrault.....				6.00				6.00	
" " " "	" " " "	9	12	Henri Gagné.....				3.00		0.25		3.25	
" " " "	" " " "	9	9	François Lefrançois.....				8.50		0.25		8.75	
" " " "	Jetté.....	8	13	Joseph Roy.....				3.75		0.25		4.00	
" " " "	" " " "	5	15	Léon Roy.....				0.75		0.25		1.00	
" " " "	Pinault.....	9	22	Ovide Gagné.....				0.75		0.25		1.00	
" " " "	" " " "	6	33	Oscar Hébert.....				0.75				0.75	
" " " "	Jetté.....	6	14	Josaphat Lefrançois.....				0.75				0.75	
" " " "	" " " "	5	10	Jean Lefrançois.....				0.75				0.75	
" " " "	Pinault.....	9	17	Herménégilde Martel.....				0.75				0.75	
" " " "	" " " "	9	21	Zénon Paquet.....				0.75				0.75	
" " " "	Jetté.....	7	13	Hector Sénéchal.....				0.75				0.75	
" " " "	" " " "	10	3	Frs-Xavier Roy.....				0.75				0.75	
" " " "	Pinault.....	6	41	J.-Bte Robichaud.....				0.75				0.75	
" " " "	Jetté.....	5	12	Alphonse St-Pierre.....				0.75				0.75	
" " " "	Pinault.....	5	17	Alphonse St-Pierre.....				0.75				0.75	
" " " "	Jetté.....	7	8	Guillaume Tremblay.....				0.75				0.75	
St-Edmond.....	Humqui.....	3	4	Cyriaque Chabot.....						4.24		4.24	
" " " "	" " " "	4	41	Odilon Mignault.....						21.59		21.59	
" " " "	" " " "	4	4	Zénon Routhier.....						9.43		9.43	
" " " "	" " " "	4	8	Henri Cormier.....						19.19		19.19	
" " " "	" " " "	4	10	Claude Leblanc.....						9.27		9.27	
" " " "	" " " "	6	5	Noel Jacques.....						10.03		10.03	
" " " "	" " " "	6	16N	Anacle Brison.....						9.70		9.70	
" " " "	" " " "	6	31	Arthur Lacasse.....						12.27		12.27	

Municipalité	Canton	Rang	No du lot	Nom des propriétaire	Procès-verbaux — Bids & proceedings	Taxes scolaires	School taxes	Taxes municipales	Municipal taxes	Total frais	Total costs	Total dus	Amount due
Municipality	Township	Range	No. of lot	Name of owners									
St-Ben-J.-Libre-d'Amqui, vil.	St.-B.-J.-L.		Pt. 158	Willie Barrette				11.64					11.64
" " " "	Humqui	4	Pt. 56A	Célestin Charest	6.37	14.97							21.34
" " " "	"	4	Pt. 56A	Francois Charest	7.20	14.73							21.93
" " " "	"	4	Pt. 55	Wilfrid Fortin	1.05	7.88							8.93
" " " "	"	4	Pt. 54B	Alfred Gaudreault	2.53	1.58							4.11
" " " "	St-B-J.-Labre		159	Herménégilde Jean	10.70	27.15							34.85
" " " "	"		Pt. 158	Joseph Poirier	3.68	15.98							19.63
" " " "	"		Pt. 28	Léonidas Robitaille	21.38	53.25							74.63
" " " "	Lepage	1	Pt. 88 B 2	Faul E. Vaillancourt	55.55	48.10							103.65
" " " "	Humqui	4	Pt. 56 A	Johnny Peré		6.12							6.12

Donné à Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, ce 31ième jour de décembre 1919.

Le secrétaire-trésorier de la
seconde division de Matane,
H. LEMARIE.

Given at Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, this 31st day of December, 1919.

H. LEMARIE,
Secretary of Treasurer
of the Second Division of Matane.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BAGOT.

Bureau du Conseil.—Saint-Liboire, 2 janvier 1920

Avis public est par le présent donné par L.-A. Brunelle, soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Bagot, que le terrain mentionné dans la liste ci-après sera vendu pour taxes à l'enchère publique, en la paroisse de Saint-Liboire, dans la maison du comté de Bagot, au lieu où ledit conseil tient ses sessions, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles il est affecté et des frais encourus.

Liste des terrains à vendre pour taxes dans la municipalité du comté de Bagot :

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BAGOT

Office of the Council.—Saint-Liboire, 2nd January, 1920.

Public notice is hereby given by the undersigned, L. A. Brunelle, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Bagot, that the lands mentioned in the list below will be sold for taxes at public auction, in the parish of Saint-Liboire, in the Council House of the county of Bagot, at the place where the council hold its sittings, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default the payment of the taxes due and costs incurred.

List of lands to be sold for taxes in the municipality of the county of Bagot :

Désignation de l'immeuble affecté au paiement des taxes municipales ou scolaires.—Dans la municipalité locale du village de Saint-Dominique	Nom des propriétaires tels qu'indiqués au rôle d'évaluation	Montant des taxes affectant tel immeuble
Description of the immovable charged with the payments of municipal and school taxes In the local municipality of the village of Saint-Dominique	Name of owners as indicated in the valuation roll	Amount of taxes due on said immovable
P. 265, savoir : Un terrain faisant partie du lot numéro deux cent soixante-cinq du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dominique, de cinquante-deux pieds de front par trois-quarts d'arpent de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Pierre, au nord-est par Ernest Archambault, au sud-ouest par Médéric Demers, et au sud-est ou profondeur par L.-J. Dubois—avec maison et bâtisses—Pt. 265. Namely : A lot of land forming part of the lot number two hundred and sixty five of the official cadastre of the parish of Saint-Dominique, of fifty two feet in front by three quarters of one arpent in depth ; bounded in front by Saint-Pierre street, on the northeast by Ernest Archambault, on the southwest by Médéric Demers, and on the southeast by depth by L. J. Dubois—with the house and buildings thereon.	Suc.-Est. Ths St. Pierre et uzor....	\$4.62

89—2-2 Le secrétaire-trésorier, C.M.C.B.,
L.-A. BRUNELLE.

90—2-2 L. A. BRUNELLE,
Sec.-Treas. M.C. C. of B.

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
NICOLET

Aux habitants de ladite municipalité :

Avis public est par le présent donné par le soussigné, David Lebrun, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au lieu ordinaire des sessions du Conseil de comté, dans la salle publique, à Bécancour, MERCREDI, le TROISIÈME jour du mois de MARS prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi, à défaut de paiement des taxes et autres charges auxquels ils sont affectés et les frais encourus, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
NICOLET.

To the inhabitants of the said municipality:

Public notice is hereby given by David Lebrun, the undersigned secretary-treasurer, that the undermentioned lands are to be sold by public auction at the usual place of meeting of the county council, in the public hall, at Bécancour, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next (1920), at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes due thereon and the costs incurred, to wit :

Municipalité de Saint-Sylvère—Municipality of Saint Sylvère.

Noms des propriétaires	No cadastral	Taxes municipales	Taxes scolaires	Montant total
Names of owners	Cadastral No.	Municipal taxes	School taxes	Total amount
Gaspard Charette.....	586	44.07	20.24	64.31
Armand Proulx.....	594	74.97	5.04	80.01

Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford—Municipality of Sainte-Marie-de-Blandford.

Joseph Deslauriers.....	21	43.14	5.05	48.19
-------------------------	----	-------	------	-------

Donné à Saint-Wenceslas, ce troisième jour de janvier mil neuf cent vingt.

Le sec.-trés. C. M. C. N.,
111—2-2 D. LEBRUN.

Given at Saint-Wenceslas, this third day of January, one thousand nine hundred and twenty.

D. LEBRUN,
Sec.-Treas. M.C.C. of N.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
ROUVILLE

Je, soussigné, H. Ste-Marie, secrétaire municipal de la corporation du comté de Rouville, donne avis que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, selon les dispositions du Code municipal, à Marieville, au palais de justice, dans la salle des sessions du Conseil dudit comté, le MERCREDI, TROIS MARS prochain, à DIX heures du matin, à défaut de paiement des taxes dues par ces terrains et des frais alors encourus, savoir :

1. Un terrain réputé appartenir à Zotique Bessette, de Montréal, situé au village de Richelieu, désigné sous le numéro trente-deux de la subdivision du lot numéro vingt-quatre (32 de 24) des plan et livre de renvoi officiels du village de Richelieu.

Montant dû..... \$5.25

2. Un terrain réputé appartenir à Alphonse Gladu, restaurateur, de Montréal, situé en la paroisse de L'Ange-Gardien-de-Rouville, composé des lots désignés sous les numéros cent soixante-huit, cent soixante-neuf, cent soixante et onze et cent soixante-treize (168, 169, 171 et 173) et des parties suivantes des lots numéros cent soixante-quatorze, cent soixante-dix-sept et cent soixante-dix-huit (p. 174, p. 177, p. 178—) des

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY
OF ROUVILLE

I, the undersigned, H. Ste-Marie, municipal secretary of the corporation of the county of Rouville, hereby give notice that the lots and lands hereinafter described will be sold by public auction, pursuant to the provisions of the Municipal Code, at Marieville, at the Court House, in the county Hall of the aforesaid county council, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the taxes due on those lots and lands and costs incurred, to wit :

1. A lot of land reputed to belong to Zotique Bessette, of Montreal, situate in the village of Richelieu, designated under the number thirty two of the subdivision of the lot number twenty four (32 of 24) on the official plan and book of reference of the village of Richelieu.

Amount due..... \$ 5.25

2. A lot of land reputed to belong to Alphonse Gladu, restaurant-keeper, of Montreal, situate in the parish of L'Ange-Gardien-de-Rouville, composed of the lots designated under the numbers one hundred and sixty eight, one hundred and sixty nine, one hundred and seventy one and one hundred and seventy three (168, 169, 171 and 173) and of the following parts of the lots numbers one hundred and seventy four, one

plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de L'Ange-Gardien, savoir : a) Partie ouest No 174 : bornée en front, vers le sud, par le chemin public ; en profondeur par les terres du rang de Séraphine ; d'un côté vers l'ouest, par le No 173 ; et de l'autre côté, vers l'est, par le reste dudit No 174 appartenant à W. Lacoste ; b) Partie est No 177 : bornée en front, vers le sud, par le chemin public ; en profondeur par les terres du rang de Séraphine ; d'un côté, vers l'est, par le No 178 ; et de l'autre côté, vers l'ouest, par le reste dudit No 177 appartenant à Horm. Gaboriault ; c) Partie ouest No 178 : bornée en front, vers le sud, par le chemin public ; en profondeur par les terres du rang de Séraphine ; d'un côté, vers l'ouest, par le No 177 ; et de l'autre côté, vers l'est, par le reste dudit No 178 appartenant partie à Isaïe Roy et partie à Elz. Roy.

hundred and seventy seven and one hundred and seventy eight (p. 174, p. 177, p. 178) on the official plan and book of reference of the said parish of L'Ange-Gardien, to wit : (a) West part No. 170 ; bounded in front towards the south by the public road, in depth by the lands of the Séraphine range, on one side towards the west by the No. 173, and on the other side towards the east by the remainder of the said No. 174 belonging to W. Lacoste ; (b) East part No. 177 ; bounded in front towards the south by the public road, in depth by the lands of the Séraphine range, on one side towards the east by the No. 178, and on the other side towards the west by the remainder of the said No. 177, belonging to Horm. Gaboriault ; (c) West part No. 178 ; bounded in front towards the south by the public road, in depth by the lands of the Séraphine range, on one side towards the west by the No. 177, and on the other side towards the east by the remainder of the said No. 178, partly belonging to Isaïe Roy and partly to Elz. Roy.

Montant dû.....\$168.19
HENRI SAINTE-MARIE.
Marienville, 27 décembre 1919. 85—2-2

Amount due.....\$ 168.19
HENRI SAINTE-MARIE.
Marienville, 27th November, 1919. 86—2-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

CORPORATION DU COMTÉ DE
STANSTEAD.

Je donne, par les présentes, avis au public que les terrains ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à l'immeuble de la municipalité du comté, à Ayer's Cliff, dans le canton Hatley, dit comté, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain (1920), à DIX heures du matin, pour taxes et contributions dues à la municipalité pour fins municipales, scolaires et autres ci-dessous énumérées par les terrains ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient acquittées avec dépens, deux jours avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

CORPORATION OF THE COUNTY
OF STANSTEAD.

I do hereby give public notice that the lands hereinafter mentioned will be sold at public auction at the county building, Ayer's Cliff, in the township of Hatley, in said county, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next (1920), at TEN o'clock in the forenoon, for assessments and charges due to the municipalities for municipal, school and other taxes hereinafter mentioned, upon the lands hereinafter described, unless the same be paid with costs, two days before the sale.

Municipalité du canton Magog, autrefois Hatley.—Municipality of the township of Magog, formerly Hatley.

NOMS NAMES	Lots du cadastre Cadastral lots	Rang Range	Acres	Taxes
Mlle—Miss Fanny F. Hayes.....	Subdivision lot 20 du—of lot No 19.....	11	¼	\$ 1.75
Veuve—Wid. Chas B. Fullington.....	Subdivision lots Nos 11 & 19 du—of lot No. 19.....	11	½	1.82
William McCallum.....	Subdivision lots Nos 138 & 139 du—of lot No. 19.....	11	½	2.35
Samuel-A. Martin.....	Subdivision lot No 47.....	11	¼	1.75
Edouard-P. Olivier.....	Subdivision lot No 48 du—of lot No. 19.....	11	¼	1.53
George H. Jackson.....	Subdivision lots Nos 106, 107, 108 & 109 du—of lot No 19.....	11	1	3.42
John Jackson.....	Subdivision lots Nos 58, 59, 110 & 111 du—of lot No. 19.....	11	1	3.42
Mlle—Miss Myrtle M. Schoolcraft.....	Subdivision lots Nos 21 & 22 du—of lot No. 19.....	11	½	2.35
Harry H. Ward.....	Subdivision lots Nos 90 & 96 du—of lot No. 19.....	11	½	2.35
Succession—Estate Angelo M. B. Salviati.	L. t. 1c.....	14	56	} 250.37
	" 3c.....	14	69	
	" 3d.....	14	69	
	" 2a.....	14	137	
	" 1d.....	13	28	
	" 1b.....	14	25	
	" 2a.....	13	93	
" 3c.....	13	92		

Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley.—Municipality of Sainte-Catherine-de-Hatley.

Succession — Est cite — Henry Hartwell.....	Part. 888.....	6	13½	12 45
Philippe Gingras.....	Part. 943.....	6	50	22 87
William H. Knowles.....	Part 858-856.....	5	17½	65 82

Stanstead Plain, P. Q., 5 janvier 1920.
Le secrétaire-trésorier du comté de Stanstead
113 A.-R. THOMAS.

Stanstead Plain, P. Q., 5th January, 1920.
A. R. THOMAS,
114—2-2 Secretary treasurer of the
County of Stanstead.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARGENTEUIL.

Avis public est par le présent donné par Gavin J. Walker, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle d'audience du palais de justice, dans la ville de Lachute, dans ledit comté d'Argenteuil, étant l'endroit où ont lieu les séances du conseil de comté, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour taxes et cotisations dues aux municipalités ci-après mentionnées sur divers lots ci-dessous décrits, à moins qu'elles ne soient payées avec dépens, à moi, avant le jour de la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL.

Public notice is hereby given by Gavin J. Walker, secretary treasurer of the municipal council of the county of Argenteuil, that the lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Court Room in the Court House building, in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the county council are held: on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots hereinafter described, unless the same are paid to me, with costs, before day of sale.

Dans la municipalité du village de Carillon.—In the municipality of the village of Carillon.

Nom du propriétaire	Résident ou non-résidant	Lot No d'icelui sur cadastre	Taxes scolaires	Taxes municipales	Total
Name of proprietor	Resident or non-resident	Lot No. thereof on cadastre	School taxes	Municipal taxes	
R.-P. Delaronde.....	Non-resident.....	Lot No 172.....		\$ 46.71	\$ 46.71
Succession Mme—Estate Mrs. Antoine Boyer.....	do	Lot No 273.....	\$ 2.85	3.71	6.56
Succession—Estate G. N. Boyer.....	do	Lots Nos. 261-262.....	13.55	7.42	20.97

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-André.—In the municipality of the parish of Saint-Andrews.

Alexander Canteon.....	Resident.....	Lot No 75.....	22.20	6.15	28.35
------------------------	---------------	----------------	-------	------	-------

Dans la municipalité du canton de Howard.—In the municipality of the township of Howard.

John Lafantisee.....	Non-resident.....	Lot No 9, rang 2, réserve du gouvernement.—Lot No. 9, range 2, Government reserve.....		19.11	19.11
Noe Labelle.....	do	Lot No 46, rang 2, réserve du gouvernement.—Lot No. 2, range 2, Government reserve.....	1.75	7.08	8.83

Lachute, 6 janvier 1920.
Le secrétaire-trésorier, conseil du comté d'Argenteuil,
140—2-2 GAVIN J. WALKER.

Lachute, 6th January, 1920.
GAVIN J. WALKER,
150—2-2 Secretary treasurer, municipal council
county of Argenteuil.

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } ALCIDE JUTRAS,
N 327. } demandeur ; vs
OVILA LAMONTAGNE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :
Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Eugène-de-Grantham, et étant le lot No 1204 des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Grantham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène-de-Grantham, le ONZE FEVRIER 1920, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 31 décembre 1919.

73—2-2 Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
[Première publication, 10 janvier 1920].

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } ALCIDE JUTRAS,
No. 327. } plaintiff ; vs
LA LAMONTAGNE, defendant.

As belonging to the defendant :
A piece of land situated in the parish of Saint-Eugène-de-Grantham, and known as lot No. 1204 of the official plan and book of reference of the township of Grantham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eugène-de-Grantham, on the ELEVENTH day of FEBRUARY 1920, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Arthabaska, 31st December, 1919.

74—2-2 J. E. GIROUARD,
Sheriff.
[First publication, 10th January, 1920].

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.
Canada, Province de Québec, District de Joliette, No 7764, Joliette, à savoir : } THE ROYAL BANK
OF CANADA, dem-
manderesse; contre L.
CHARPENTIER ET
AL., défendeurs.

Un lot de terre connu comme partie du No 11b, du sixième rang du canton Rawdon, au cadastre dudit canton ; tenant par un bout à Euclide Leblanc, à l'autre à Joseph Barrette, d'un côté à E. Lepine et de l'autre au représentant de Joséé Maillotte, ces derniers étant partie du même lot—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Rawdon, le DIXIEME jour de FEVRIER mil neuf cent-vingt, à MIDI.

Le shérif,
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 6 janvier 1920. 129—2-2
[Première publication, 10 janvier 1920]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.
Canada, Province de Québec, District de Joliette, No. 7764, Joliette, to wit : } THE ROYAL BANK
OF CANADA,
plaintiff ; against L.
CHARPENTIER ET
AL., defendants.

A lot of land known as forming part of the No. 11b, of the sixth range of the township of Rawdon, on the cadastre of said township ; bounded at one end by Euclide Leblanc, at the other by Joseph Barrette, on one side by E. Lepine and on the other by the representatives of Joséé Maillotte, these last parcels being part of same lot—without building.

To be sold at the Catholic church door of Rawdon, on the TENTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and twenty, at TWELVE o'clock noon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 6th January, 1920. 130—2-2
[First publication, 10th January, 1920.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir : } DAME OBE-
No 1853. } LINE TUR-
COTTE, épouse séparée de biens de sieur Alyre Desbiens, de la paroisse de Saint-Hubert, y faisant affaires sous le nom de A. Desbiens & Cie, et ledit Alyre Desbiens pour autoriser son épouse, demandeurs ; contre NOEL COMPAGNON, de la paroisse de Saint-Hubert, défendeur.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit : } DAME OBE-
No. 1853 } LINE TUR-
COTTE, wife separated as to property of Alyre Desbiens, of the parish of Saint-Hubert, and there carrying on business under the name of "A. Desbiens & Cie", and the said Alyre Desbiens to authorize his wife, plaintiffs ; against NOEL COMPAGNON, of the parish of Saint-Hubert, Defendant.

Comme appartenant audit défendeur :

Une terre étant le numéro trente-B (No 30-B), moitié nord-est du lot originaire numéro trente (No 30) de la Couronne, du deuxième rang canton Demers—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le ONZIEME jour de FEVRIER 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Rivière-du-Loup, 30 décembre 1919.

Le shérif,

65—2-2

J.-O. GIRARD.

[Première publication, 10 janvier 1919].

As belonging to said defendant :

A land being the number thirty B (No. 30 B), northeast half of original lot number thirty (No. 30) of the Crown, of the second range of the township of Demers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Hubert, on the ELEVENTH day of FEBRUARY, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Rivière-du-Loup, 30th December, 1919.

J. O. GIRARD,

66—2-2

Sheriff.

[First publication, 10th January, 1920].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) ST. LAWRENCE BOU-
No 1854.) LEVARD LAND
CO, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs BENJAMIN GALAND, défendeur.

Certains emplacements ayant front sur la rue Clarke, en la cité de Montréal, formant partie du lot No 262 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et connus comme étant les subdivisions Nos 556, 557, 558, 559, 560, 561 du dit lot officiel No 262, contenant 150 pieds en largeur par 82 pieds et 9 pouces en profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, tel que la propriété subsiste—avec tous les droits y appartenant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Montréal, 5 janvier 1920.

Le shérif,

97—2-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 10 janvier 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) LOUIS LABELLE, de-
No 84.) mandeur ; contre
WILFRID CHICOYNE, défendeur.

1. Un lopin de terre situé à Montréal, au coin nord-est des rues Parthenais et Beaubien, connu et désigné sous le No 408 de la subdivision du lot No 208, aux plan et livre de renvoi officiels de la Côte Visitation ; borné au nord-est par le lot No 208-446, lequel est une ruelle, au sud-est par le lot No 208-407, lequel est la rue Beaubien, au sud-ouest par la rue Parthenais, au nord-ouest par le lot No 208-409, mesurant en largeur quarante-cinq pieds en front et quarante et un et un dixième en arrière, par cent cinq pieds de profondeur, et contenant une superficie de quatre mille cinq cent vingt pieds, mesure anglaise ;

2. Un autre lopin de terre situé au même lieu sur la rue Parthenais, connu et désigné sous le No 409 de la subdivision du lot No 208, aux plan et livre de renvoi officiels de la Côte Visitation, borné au nord-est par le No 208-446 lequel est une ruelle, au sud-est par le No 208-408, au sud-ouest par la rue Parthenais, au nord-ouest par le lot No 208-410, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq de profondeur, et conte-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) ST. LAWRENCE BOU-
No. 1854.) LEVARD LAND CO,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs BENJAMIN GALAND, defendant.

Those certain emplacements fronting on Clarke street, in the city of Montreal, forming part of the lot No. 262 on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and known as being the subdivisions Nos. 556, 557, 558, 559, 560, 561 of said official lot No. 262, containing 150 feet in width by 82 feet and 9 inches in depth, the whole English measure, more or less, as the property now subsists—with all the rights appertaining thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

Montreal, 5th January, 1920.

L. J. LEMIEUX,

98—2-2

Sheriff.

[First publication, 10th January, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) LOUIS LABELLE,
No. 84.) Plaintiff ; against
WILFRID CHICOYNE, defendant.

1. That parcel of land situate at Montreal, at the northeast corner of Parthenais and Beaubien streets, known and designated under the No. 408 of the subdivision of the lot No. 208, on the official plan and book of reference of Côte Visitation ; bounded on the northeast by the lot No. 208-446, a lane, on the southeast by the lot No. 208-407, Beaubien street, on the southwest by Parthenais street, on the northwest by the lot No. 208-409, measuring in width forty five feet in front and forty one feet and one tenth in rear, by one hundred and five feet in depth, and containing four thousand five hundred and twenty feet in superficies, English measure ;

2. Another parcel of land situate at the same place on Parthenais street, known and designated under the No. 409 of the subdivision of lot No. 208, on the official plan and book of reference of Côte Visitation ; bounded on the northeast by the No. 208-446, a lane, on the southeast by the No. 208-408, on the southwest by Parthenais street, on the northwest by the lot No. 208-410, measuring twenty five feet in width by one

nant une superficie de deux mille six cent vingt-six pieds, mesure anglaise.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 janvier 1920. 137—2-2
[Première publication, 10 janvier 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN ELSDALE MOL-
No 2577 } SON, de Goring Hall,
Worthing, comté de Sussex, Angleterre, médecin,
demandeur ; vs P.-A. DANSEREAU, médecin,
de Saint-Louis-de-Gonzague, défendeur.

1. Deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Parthenais, de ladite cité, connus et désignés sous les Nos 363 et 364 de la subdivision officielle du lot originaire No 208, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Côte-de-la-Visitation ;

2. Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Parthenais, de ladite cité, connu et désigné sous le No 365 de la subdivision officielle du lot originaire No 208, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Côte-de-la-Visitation—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 janvier 1920.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

139—2-2

[Première publication, 10 janvier 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THOMAS DUNCAN
No 3867. } WILLING, deman-
deur ; contre JOSEPH-ALPHONSE TURCOTE,
en sa qualité de curateur à la succession
vacante de feu Joseph-Henri Boyer, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Clifton, ci-devant avenue Wilton, et connu comme étant la subdivision quatre cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-447) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 81 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec un droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Montréal, 17 décembre 1919.

Le shérif,

J.-L. LEMIEUX.

4879—51-2

[Première publication, 20 décembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA VILLE DE MONT-
No 4071. } REAL-EST, corpo-
ration municipale ayant sa principale place
d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district

hundred and five feet in depth, and containing two thousand six hundred and twenty feet in superficies, English measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 9th January, 1920. 138—2-2
[First publication, 10th January, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN ELSDALE MOL-
No. 2577. } SON, of Goring Hall,
Worthing, county of Sussex, England, physician,
plaintiff ; vs P. A. DANSEREAU, physician,
of Saint-Louis-de-Gonzague, defendant.

1. Two lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Parthenais street, of said city, known and designated under the Nos. 363 and 364 on the official subdivision of original lot No. 208, on the official cadastral plan and book of reference of the village of Côte-de-la-Visitation ;

2. A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Parthenais street, of said city, known and designated under the No. 365 of the official subdivision of original lot No. 208, on the official cadastral plan and book of reference of the village of Côte-de-la-Visitation—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 7th January, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

140—2-2

[First publication, 10th January, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THOMAS DUNCAN
No. 3867. } WILLING, plain-
tiff ; vs JOSEPH ALPHONSE TURCOTE,
in his quality of curator to the vacant estate of
of the late Joseph Henri Boyer, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal fronting on Clifton avenue formerly Wilton avenue, and known as being the subdivision four hundred and forty seven of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170-447) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing 25 feet in width by 81 feet in depth, English measure, more or less, with a right of way in the lane at the rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Montreal, 17th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

4880—51-2

[First publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TOWN OF MON-
No. 4071. } TREAL-EAST, a
municipal corporation having its principal place
of business in the town of Montreal-East, dis-

de Montréal, demanderesse ; contre EUGENE PEAN, défendeur.

Deux lots de terre vacants situés en la ville de Montréal-Est, ayant front sur l'avenue New-Orchard, sur le plan de la ville, et connus comme étant les subdivisions numéros deux cent soixante-trois et deux cent soixante-douze du lot originaire numéro soixante-douze (72-263 et 272) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Bureau du shérif.

Montréal, 17 décembre 1919.

4881—51-2 Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
[First publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LES SYNDICS DES
No 7726.) ECOLES PROTES-
TANTES de la municipalité des cité et paroisse de Lachine et de la ville de Lasalle et Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, corporation légale, ayant son siège social dans ladite cité de Lachine, demandeurs ; vs DEMOISELLE KITZA HUZULIAK, fille majeure, défendresse.

Un lopin de terre situé dans la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro sept cent cinquante-trois (753-217) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine—avec la bâtisse dessus construite; borné en front par la Quatrième avenue, de la cité de Lachine, et portant le numéro civique numéro vingt-un (21) de ladite avenue (ci-devant cinquième avenue).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.
Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 17 décembre 1919. 4883—51-2
[Première publication, 20 décembre 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) LA CITE DE MONT-
No 788.) REAL, corporation
légalement constitué ayant son siège social en la cité de Montréal, demanderesse; contre J-EMILE BEAUDIN ET AL, faisant affaires ensemble comme agents d'immeubles et de constructions, sous la raison sociale de "Beaudin & Frères", défendeurs.

Un lopin de terre borné en front par le parc Sir George-Etienne Cartier, et composé du lot de subdivision numéro quatre-vingt-douze (92) du lot numéro mille neuf cent treize (1913) et du lot de subdivision numéro trois cent quatre (304) du lot numéro dix-sept cent cinq (1705) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans cette partie de ladite paroisse maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Saint-Henri.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Montréal, le 17 décembre 1919.
Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
4885—51-2
[Première publication, 20 décembre 1919.]

trict of Montreal, plaintiff ; vs EUGENE PEAN, defendant.

Two vacant lots of land situated in the town of Montreal East, fronting on New-Orchard avenue, on the plan of the town, and known as being the subdivisions numbers two hundred and sixty three and two hundred and seventy two of the original lot number seventy two (72-263 and 272) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TWELVE o'clock, NOON.

Sheriff's office.

Montreal, 17th December, 1919.

4882—51-2 L. J. LEMIEUX,
Sheriff.
[First publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE PROTESTANT
No. 7726.) SCHOOL TRUSTEES
for the municipality of the city and parish of Lachine and the town of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques-Cartier, a body politic and incorporated, having its head office in the said city of Lachine, plaintiff ; vs DEMOISELLE KITZA HUZULIAK, spinster of the age of majority, defendant.

A lot of land situate in the city of Lachine, known and designated as lot number two hundred and seventeen of the official subdivision of lot number seven hundred and fifty three (753-217) of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine—with the building thereon erected; bounded in front by Fourth avenue, of the city of Lachine, and bearing civic number twenty one (21) of the said Avenue (heretofore fifth avenue).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 17th December, 1919. 4884—51-2
[First publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE CITY OF MONT-
No. 788.) REAL, body politic
and corporate with its head office in the city of Montreal, plaintiff ; vs J-EMILE BEAUDIN ET AL, carrying on business together as real estate and construction dealers, under the firm name of "Beaudin & Frères", defendants

A lot of land bounded in front by Sir George-Etienne Cartier park, and being composed of lot subdivision number ninety-two (92) of lot number nineteen hundred and thirteen (1913) and lot subdivision number three hundred and four (304) of lot number seventeen hundred and five (1705) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, in that part of said parish now annexed to the city of Montreal and forming Saint Henry ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Montreal, 17th December, 1919.

4886—51-2 L. J. LEMIEUX,
Sheriff.
[First publication, 20th December, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir : } **A** DAM SIVIC, deman-
 No 1906. } deur; contre JO-
SEPH ANDRIKOSKE, défendeur.

Deux lots de terre situés sur la rue Allen, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les lots numéros quinze et seize (15 et 16) de la subdivision officielle du lot No 633 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.
 Bureau du shérif.

Montréal, 17 décembre 1919.

Le shérif,

4887—51-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 20 décembre 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir : } **L**A VILLE DE MONT-
 No 2923. } REAL-EST, corpora-
 tion municipale ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; contre COSTOS ELIODORON, défendeur.

Un lot de terre vacant en la ville de Montréal-Est, ayant front rue DeMontigny (projetée) sur le plan de la ville, et connu comme étant la subdivision numéro cent vingt-six du lot originaire numéro soixante-douze (72-126) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.
 Bureau du shérif.

Montréal, 17 décembre 1919.

Le shérif,

4889—51-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 20 décembre 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **T**HE CANADIAN
 No 723. } FAIRBANKS MOR-
SE COMPANY, LIMITED, corporation légale, ayant le principal siège de ses affaires en la cité de Montréal et une succursale à Québec; contre HORACE DUSSAULT, de la cité de Lévis, savoir :

Les lots Nos 532 (cinq cent trente-deux), 558 (cinq cent cinquante-huit), 579 (cinq cent soixante et dix-neuf) et 580 (cinq cent quatre-vingts) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la cité de Lévis, étant des lots de grève; sujets à une réserve de chemin en faveur de Ferdinand Lemieux pour aller à la basse marée—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.
 Bureau du shérif.

Québec, 24 décembre 1919.

Le shérif,

4973—52-2

CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 27 décembre 1919.]

[Deuxième publication, 10 janvier 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit : } **A** DAM SIVIC, plaintiff;
 No 1906. } against JOSEPH
ANDRIKOSKE, defendant.

Two lots of land situate on Allen street, in the city of Montreal, known and designated under the lots numbers fifteen and sixteen (15 and 16) of the official subdivision of the lot No. 633 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
 Sheriff's office.

Montreal, 17th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

4888—51-2

Sheriff.

[First publication, 20th December, 1919].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit : } **T**HE TOWN OF MON-
 No 2923. } TREAL-EAST, amuni-
 cipal corporation with its principal place of business in the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; against COSTOS ELIODORON, defendant.

A vacant lot of land in the town of Montreal-East, fronting on DeMontigny street (projected) on the town plan and known as being the subdivision number one hundred and twenty six of the primitive lot number seventy two (72-126) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
 Sheriff's office.

Montreal, 17th December, 1919.

L. J. LEMIEUX,

4890—51-2

Sheriff.

[First publication, 20th December, 1919]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **T**HE CANADIAN
 No 723. } FAIRBANKS MOR-
SE COMPANY, LIMITED, a legal corporation, having its principal place of business in the city of Montreal and a branch at Quebec; against HORACE DUSSAULT, of the city of Lévis, to wit :

The lots Nos. 532 (five hundred and thirty two), 558 (five hundred and fifty eight), 579 (five hundred and seventy nine) and 580 (five hundred and eighty) of the official cadastre for Saint-Laurent ward, of the city of Lévis, being shore lots subject to a reserve of road in favor of Ferdinand Lemieux to go to low tide—circumstances and dependencies.

To be sold in block.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.
 Sheriff's office.

Quebec, 24th December, 1919.

CLEOPHAS BLOUIN,

4974—52-2

Sheriff.

[First publication, 27th December, 1919.]

[Second publication, 10th January, 1920.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit, dans et pour le comté de Terrebonne
Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne,
No 7685.

THE ROCK CITY
TOBACCO CO.
LTD, demanderesse;
vs A.-R. LAVIGNE,
défendeur, à savoir :

Un morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, et étant situé dans la ville de Lachute, et formant partie du lot numéro treize cent trois (pt. 1303), mesurant quarante pieds et deux pouces sur le chemin et quarante et un pieds et six pouces sur la rivière en largeur sur la profondeur qu'il y a de la rue John, qui le borne en front au sud jusqu'à la rivière qui le borne en arrière au nord; borné à l'ouest par cette partie du lot 1303, appartenant à Ernest Lacasse, à l'est par une autre partie dudit lot 1303, appartenant à Napoléon Boivin—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Lachute, dit district, le DIXIEME jour de FEVRIER 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J. W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 5 janvier 1920.

99—2-2

[Première publication, 10 janvier 1920.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the district of Terrebonne.
Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne,
No. 7685.

THE ROCK CITY
TOBACCO CO.
LTD, plaintiff; vs
A. R. LAVIGNE, de-
fendant, to wit:

A parcel of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, and being situate in the town of Lachute, and forming part of the lot number thirteen hundred and three (pt. 1303), measuring forty feet and two inches on the road and forty one feet and six inches on the river in width by the depth from John street in front, to the south to the river the rear boundary on the north; bounded on the west by that part of lot 1303, belonging to Ernest Lacasse, on the east by another part of said lot 1303, belonging to Napoléon Boivin—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Lachute, said district, on the TENTH day of FEBRUARY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR.

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 5th January, 1920.

100—2-2

[First publication, 10th January, 1920.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } OSCAR LATU-
No 240. } LIPPE, de-
mandeur; vs LA COMPAGNIE DE GRANIT
ARTIFICIEL, LIMTEE, corps politique et in-
corporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité et district des Trois-Rivières, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir :

Un certain morceau de terrain situé du côté sud du chemin des Forges, en la cité des Trois-Rivières, et faisant parties des lots numéros neuf-cent quatre-vingt-dix-neuf (999), mille quarante-sept (1047), mille quarante-huit (1048), mille quarante-cinq (1045), mille quarante-six (1046), mille (1000) et d'un bout de la rue Concorde du cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières; borné en front par le chemin des Forges, en profondeur par le terrain de "The St. Maurice Valley Railway Company, du côté est par le terrain de Willie Michelin, et du côté ouest par le terrain de ladite corporation de la cité des Trois-Rivières—avec la manufacture dessus construite et tout son outillage et autres accessoires servant à l'exploitation de ladite manufacture, mesurant chacune des parties des susdits lots, les superficies suivantes, savoir : le lot No 999, 2080 pieds; le lot No 1047, 502 pieds; le lot No 1048, 2650 pieds; le lot No 1049, 1600 pieds; le lot No 1045, 5096 pieds; le lot No 1046, 7524 pieds; le lot No 1000, 2432 pieds; la rue Concorde, 4230 pieds formant une superficie totale de 28633 pieds, tel que ledit terrain est indiqué sur un plan signé par Z. Lambert, ingénieur de la cité.

Pour être vendu au bureau du shérif du district

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } OSCAR LATULIPPE,
No. 240. } plaintiff; vs LA
COMPAGNIE DE GRANIT ARTIFICIEL,
LIMTEE, a body corporate and politic, having
its principal place of business in the city and
district of Three Rivers, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A certain piece of land situate on the south side of the des Forges road, in the city of Three Rivers, and forming part of the lots numbers nine hundred and ninety nine (999), one thousand and forty seven (1047), one thousand and forty eight (1048), one thousand and forty five (1045), one thousand and forty six (1046), one thousand (1000) and one end of Concorde street, of the official cadastre for the city of Three Rivers; bounded in front by the des Forges road, in depth by the land of The St. Maurice Valley Railway Company, on the east side by the land of Willie Michelin, and on the west side by the land of the said corporation of the city of Three Rivers—with the factory thereon erected and all its equipment and other accessories used in the operation of the said factory, each of the parts of the aforesaid lots measuring the following areas, to wit : the lot No. 999, 2080 feet; the lot No 1047, 502 feet; the lot No. 1048, 2650 feet; the lot No 1049, 1600 feet; the lot No. 1045, 5096 feet; the lot No. 1046, 7524 feet; the lot No. 1000, 2432 feet, Concorde street, 4230 feet, forming a total area of 28633 feet, as the said land is shown on a plan signed by Z. Lambert, city engineer.

To be sold at the sheriff's office of the district of

des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 5 janvier 1920.

Le député-shérif,

141—2-2

WILLIE LARIVIERE.

[Première publication, 10 janvier 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS GAUTHIER,
No 264. } demandeur ; vs

GEORGES LAFONTAINE, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, sur la rue Lévis, portant le numéro quarante-deux de la subdivision du lot numéro quatorze cent quatre-vingt-vingt de la subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-1480-42) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant trente-trois pieds et quatre pouces de largeur au front et dix-neuf pieds et quatre pouces en arrière sur la profondeur de quatre-vingt-seize pieds au nord et cent neuf pieds du côté sud, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, sauf à distraire une lièze de terre de six pieds et neuf pouces de largeur au front et quatre pieds et trois pouces et demi de largeur en arrière, prise en avant dudit lot et le long de sa ligne sud ou de la ligne de division entre le défendeur et le lot voisin No 628-11480-43, laissée pour un passage mitoyen pour l'utilité dudit lot No 628-1480-42 et du lot No 228-1480-43—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER prochain 1920, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 16 décembre 1919.

Le shérif,

4875—51-2

CHARLES DUMOULIN.

[Première publication, 20 décembre 1919].

Three Rivers, in the Court House of the city of Three Rivers, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Three Rivers, 5th January, 1920.

WILLIE LARIVIERE,

142—2-2

Deputy sheriff.

[First publication, 10th January, 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } LOUIS GAUTHIER,
No. 264. } plaintiff ; vs

GEORGES LAFONTAINE, defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

A lot of land situate at Shawinigan Falls, on Lévis street, bearing the number forty two of the subdivision of the lot number fourteen hundred and eighty of the subdivision of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-1480-42) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore, measuring thirty three feet and four inches in width in front and nineteen feet and four inches in the rear by the depth of ninety six feet on the north and one hundred and nine feet on the south side, English measurement, and without warranty of exact measurement, save to be withdrawn a strip of land of six feet and nine inches in width in front and four feet and three inches and a half in width in the rear, taken in the front of the said lot and along its south line or the division line between the defendant and the next lot No 628-1480-43, left for a party passage for the use of the said lot No 628-1480-42 and the lot No 628-1480-43—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Three Rivers, 16th December, 1919.

CHARLES DUMOULIN,

4876—51-2

Sheriff.

[First publication, 20th December, 1919].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes, savoir :

Québec, 19 décembre 1919.

Capitaine John D. Weir, de Cushing, comté d'Argenteuil, juge de paix pour le district de Terrebonne.

MM. Adélarde Côté et Joseph-Adélarde Mélançon, tous deux cultivateurs, de Saint-Guillaume, comté d'Yamaska, juges de paix pour le district de Richelieu.

Québec, 20 décembre 1919.

M. Georges Denis, agent d'affaires, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

143

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 19th December, 1919.

Captain John D. Weir, of Cushing, county of Argenteuil, to be a justice of the peace for the district of Terrebonne.

Adélarde Côté and Joseph Adélarde Melançon, both farmers, of Saint-Guillaume, county of Yamaska, to be justices of the peace for the district of Richelieu.

Québec, 20th December, 1919.

Georges Denis, business agent, Montreal, to be justice of the peace for the district of Montreal.

144

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } **A**T T E N D U qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, Nous a été présentée demandant de détacher ce territoire de la municipalité dudit village et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré" :

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes et le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts.

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré" en municipalité distincte et séparée de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } **W**H E R E A S in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré, in the county of Montmorency, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of the said village and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of the parish of Sainte-Anne-de-Baupré".

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ; and the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the parish of Sainte-Anne-de-Beaupré" into a separate and distinct municipality from the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec,

de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans le comté de Montmorency (1ère division)—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré", est détaché de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré et se composera de tout le territoire figurant au plan officiel de la paroisse de Sainte-Anne, tel que mis en vigueur—pour les fins du cadastre d'enregistrement—le 7 juin 1879, moins cependant les trois territoires ci-après décrits, lesquels, collectivement, constitueront pour l'avenir "La municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré", savoir :

1. Celui originairement érigé, comme "Village de Sainte-Anne-de-Beaupré", par une proclamation du 11 mai 1906, en en distrayant, toutefois, le terrain en forme de trapèze de 7 perches 9 pieds de largeur, au-dessus du mont Saint-Gérard dans le No 136, d'une part, et en y ajoutant, d'autre part, dans et sur la largeur du No 177, un terrain qui s'étendra jusqu'à une profondeur de 8 perches au N.-O. de celui de 4 perches de largeur déjà inclus.

2. Cet autre territoire, dont le périmètre—en référence aux données du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne—s'établit ainsi :

Du coin ouest du No 188, une distance de $1\frac{3}{4}$ arpent mesurée, vers le N.-O., sur la ligne N.-E. du No. 191 ; de là : a) une ligne menée, en travers ce dernier numéro, jusqu'au No 197, à deux (2) arpents du chemin royal, et, en descendant le long de ce dernier numéro, jusqu'à une cime de côte à $7\frac{1}{2}$ perches au N.-O. du susdit chemin ; b) en allant vers le S.-O., à $3\frac{1}{2}$ perches du chemin royal dans le No 199 et à 4 perches dans le No 202, l'arrière-ligne des emplacements qui s'y trouvent, jusqu'au No 209 ; c) les lignes N.-E. et N.-O. de ce numéro, puis, contournant l'emplacement voisin du S.-O., jusqu'à l'alignement S.-E. de la montée conduisant au sommet de la côte dans le numéro 204 ; d) vers l'ouest, ledit alignement et la cime qui lui fait suite, jusqu'au No 220, à $4\frac{1}{2}$ perches du chemin ; e) vers le S.-E., le long du No 220 et continuant, en bas du susdit chemin royal, sur la ligne N.-E. du No 219, jusqu'à la laisse de basse mer du fleuve Saint-Laurent ; f) cette laisse de basse mer, vers le N.-E., jusqu'à la ligne N.-E. du No 196, puis, remontant le long de cette ligne, jusqu'à l'alignement N.-O. du chemin royal, cet alignement, jusqu'au coin sud du No 189 et le long des Nos 189 et 188, jusqu'au point de départ.

3. Ce troisième territoire, composé : a) des lots cadastraux 83, 86 ; b) de la partie de 84 comprise entre la laisse de basse mer du fleuve Saint-Laurent et la montée conduisant à la côte qui fait l'arrière-ligne des quatre emplacements situés au N.-E. du No 85, ainsi que de l'emplacement suivant de ceux-ci, lequel mesure $7\frac{3}{4}$ perches sur la ligne du No 82 par $4\frac{1}{2}$ perches de largeur ; c) de la partie du No 82 comprise entre la basse mer et la montée qui borne les emplacements au N.-O. du chemin royal ; d) de la partie du No 81 comprise entre la basse mer et une ligne qui, tirée, depuis le No 82, à quatre perches au N.-O. du chemin royal, se continue, par la cime de la côte, jusqu'au No 79, à une distance de huit (8) perches, pareillement au N.-O. du susdit chemin royal ; sera détaché de la municipalité du village de Sainte-Anne-de-Beaupré et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la

We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory—in the county of Montmorency (1st division)—to be erected into a distinct municipality, under the name of "The municipality of the parish of Sainte-Anne-de-Beaupré" is detached from the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré and shall be made up of all the territory shown on the official plan of the parish of Sainte-Anne as put into force,—for cadastral registration purposes—on the 7th June, 1879, less however the three territories hereafter described, which, collectively, shall henceforth constitute "The Municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré".

1. That originally erected as "Village of Sainte-Anne-de-Beaupré" by proclamation dated the 11th May, 1906, deducting therefrom however the trapeziform piece of land of 7 perches and 9 feet in width, above mount Saint Gerard in the No. 136, on the one part, and by adding thereto, on the other part, in and for the width of No. 177, a piece of land extending to a depth of 8 perches to the N.W. of that of 4 perches in width already included.

2. That other territory the perimeter thereof—with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Anne-de-Beaupré—is as follows :

From the west corner of No. 188, a distance of $1\frac{3}{4}$ arpent measured, towards the N. W., on the N. E. line of No. 191 ; thence : a) A line, drawn across the last number, to the No. 197, at two (2) arpents from the King's highway, and, coming down the length of this last number to the top of the hill, at $7\frac{1}{2}$ perches to the N.W. of the aforesaid road ; b) going towards the S.W., at $3\frac{1}{2}$ perches from the King's highway in the No. 199 and at 4 perches in the No. 202, the rear line of the emplacements there situated to the No. 209 ; c) the N.E. and N.W. lines of this number, then, containing the adjacent emplacement from the S.W. to the S.E. alinement of the *montée* leading to the top of the hill in the number 204 ; d) towards the west, the said alinement and the top of the hill a production thereof, to the No. 220 at $4\frac{1}{2}$ perches from the road ; e) towards the S.E. along the No. 220 and continuing on the lower side of the King's highway, on the N.E. line of No. 219, to the low water mark of the waters of the Saint Lawrence river ; f) this low water mark, towards the N. E., to the N. E. line of the No. 196, then, upwards along this line, to the N.W. alinement of the King's highway, this alinement, to the south corner of the No. 189 and the length of the Nos. 189 and 188, to the starting point.

3. This third territory composed : a) of the cadastral lots 83, 86 ; b) of that part of 84 included between the low water mark of the river Saint Lawrence and the *montée* leading to the hill which is the rear line of the four emplacements situated to the N.E. of the No. 85, and also the emplacement next to these, which measures $7\frac{3}{4}$ perches on the line of the No. 82 by $4\frac{1}{2}$ perches in width ; c) of that part of No. 82 included between the low water mark and the *montée* which bounds the emplacements on the N.W. of the King's highway ; d) of that part of No. 81 included between the low water mark and a line which, drawn from the No. 82, at four (4) perches to the N.W. of the King's highway, continues, along the top of the hill, to the No. 79, at a distance of eight (8) perches, also to the N.W. of the aforesaid King's highway ; shall be detached from the municipality of the village of Sainte-Anne-de-Beaupré and shall

paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SEPTIEME jour de JANVIER, en l'année mil neuf cent vingt, de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

151

C.-J. SIMARD.

henceforth form a separate municipality of under the name of "the municipality of the parish of Sainte-Anne-de-Beaupré".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

152

Lettres patentes

" Leather Products Co., Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de décembre 1919, constituant en corporation : Georges Remington, Eustache Baril, agents ; C.-Gaspard Hébert, ingénieur civil ; P. Bell, inventeur et journalier, tous de la cité et du district de Montréal ; F.-D. Lavigneur, commerçant, de Belœil, province de Québec, dans les buts suivants :

De produire et manufacturer des cuirs artificiels ;

D'acheter, vendre, transiger et aliéner meubles et immeubles pouvant servir à la production des dits cuirs artificiels ;

D'acheter et vendre tout ce qui est nécessaire à l'organisation, l'installation et l'exploitation de l'industrie des cuirs artificiels ;

D'acheter et vendre tous les droits de patentes et brevets existants et à être enregistrés pour faire et rendre la production des cuirs artificiels plus rapide et servant à améliorer la qualité desdits cuirs ;

D'acheter, vendre, aliéner et autrement transiger en gros ou en détail les matières premières nécessaires à telle fabrication et de revendre aussi en gros ou en détail ces objets ainsi manufacturés et transformés en cuir artificiel ;

D'acheter et vendre, dans le cours des opérations de la "Leather Products Company, Limited" toutes les propriétés mobilières et immobilières appartenant ou pouvant appartenir à une ou des personnes, sociétés et compagnies faisant ou pouvant faire la fabrication des cuirs artificiels ;

D'acheter, vendre, aliéner et transiger les meubles et immeubles qui seront nécessaires à ladite "Leather Products Company, Limited", si cette dernière décide de transformer lesdits cuirs artificiels en chaussures, valises, sacs de voyage etc., avant de les mettre sur le marché ;

En résumé le but de la "Leather Products

Letters patent

" Leather Products Co., Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1919, incorporating : Georges Remington, Eustache Baril, agents ; C. Gaspard Hébert, civil engineer ; P. Bell, inventor and laborer ; all of the city and district of Montreal, F. D. Lavigneur, trader, of Belœil ; Province of Quebec, for the following purposes :

To produce and manufacture artificial leather ;

To purchase, sell, deal in and alienate moveables and immoveables suitable for being used in the production of the said artificial leather ;

To purchase and sell anything necessary for the organization, installation and operation of the artificial leather industry ;

To purchase and sell any existing patent rights and patents and about to be registered to make and render the production of artificial leather more rapid and suitable for improving the quality of the said leather ;

To purchase, sell, alienate and otherwise deal wholesale and retail in the raw materials necessary for such manufacture and to resell also wholesale and retail such objects thus manufactured and turned into artificial leather ;

To purchase and sell in the course of the operations of the "Leather Products Company, Limited" any moveable and immoveable property belonging or about to belong to any person or persons, firms and companies carrying on or about to carry on the manufacture of artificial leather ;

To purchase, sell, alienate and deal in the moveables and immoveables that may be necessary to the said "Leather Products Company, Limited" if the latter decided to transform the said artificial leather into footwear valises, travelling bags etc., before putting them on the market ;

In brief the purpose of the "Leather Products

Company, Limited" est d'acheter et vendre les meubles et immeubles nécessaires à l'industrie et fabrication des cuirs artificiels et de transformer et manufacturer les dits cuirs en objets de toutes sortes et qui pourront être ainsi mis sur le marché, chaussures, valises, harnais, sacs de voyage, etc., et pour cela acheter, vendre et exploiter tous brevets et patentes servant ou pouvant servir à cette fin ;

En plus d'acheter les peaux crues, en détails ou en gros, d'en faire le tannage et de les revendre ou de les utiliser en tout ou en partie pour les fins des industries de ladite compagnie "Leather Products, Company, Limited", avec un capital social de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en cent quarante-neuf mille (149,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire de la province,

145-2-2

C. J. SIMARD.

Company, Limited" is to purchase and sell the moveables and immoveables necessary for the industry and manufacture of artificial leather and to transform and manufacture the said leather into objects of every kind and that may be thus placed on the market, footwear, valises, harness, travelling bags, etc., and for such to purchase, sell and exploit any brevets and patents suitable or that may be suitable for such purpose ;

Moreover, to purchase the raw hides, wholesale or retail, tan and resell or make use of same in whole or in part for the purposes of the industry of the said "Leather Products Company, Limited", with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one hundred and forty nine thousand (149,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1919.

C.-J. SIMARD,

146-2-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Lion Cap Co., Limited".

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1919 constituant en corporation : Gui Casimir Papineau-Couture, conseil du roi ; Lazarus Phillips, avocat ; Abraham Saul Cohen, comptable ; Lilian Freedman, sténographe ; et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers et marchands de coiffures et chapeaux de toute description pour hommes et garçons, aussi de vêtements pour hommes et garçons ;

Exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec le précédent ;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucunes options, concessions ou choses semblables, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer entièrement ou partiellement en numéraire ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel émettre et distribuer des parts acquittées et non-sujettes à appel du capital de la présente corporation, souscrites ou non ;

Acquérir par achat, bail, échange ou par aucun titre légal soit pour de l'argent soit en échange d'actions de son capital ou de ses valeurs aucun immeuble nécessaire ou utile à la réalisation des objets de la compagnie, et les louer, les hypothéquer, vendre ou autrement en disposer ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de l'actif, des droits, entreprises ou de l'achalandage de la compagnie, et recevoir en paiement intégral ou partiel de ces acquisitions du numéraire, des obligations, actions ou d'autres valeurs dans aucune corporation ou compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes ou licences, concessions et choses semblables conférant aucun droits limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à

"The Lion Cap Co., Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of December, 1919 incorporating : Gui Casimir Papineau-Couture, King's Counsel ; Lazarus Phillips, advocate ; Abraham Saul Cohen, accountant ; Lilian Freedman, stenographer ; and Joseph Philip Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of and dealers in men's and boy's caps and hats of every description, and of men's and boy's clothing generally ;

To carry on any such other business as may be conveniently carried on in conjunction with the foregoing ;

To acquire all or any part of the goodwill, rights, property and assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in full or in part payment therefor to allot and issue as fully paid and non-assessable, shares of the capital of this company, whether subscribed for or not ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock, or its securities, any real estate necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, hypothecate, sell or otherwise dispose of same ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or goodwill of the company, and to accept payment for the same wholly or in part cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents or licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention or process, and to turn to

aucun procédé, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions ;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou de l'entreprise d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente compagnie, céder l'entreprise ou l'actif, ou s'unir à aucune telle compagnie ;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, s'unir aussi à aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer, ou qui peut être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable de paiement de billets promissoires, de lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque, d'aucune autre corporation, société ou personne avec laquelle la compagnie est en relation d'affaires ;

Généralement, faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la complète réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale, dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement, les directeurs pourront périodiquement ;

1. Emprunter sur le crédit de la compagnie ;

2. Limiter ou augmenter le montant de l'emprunt ;

3. Emettre des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, les engager ou vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux ;

4. Hypothéquer, grever ou engager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir aucunes telles obligations, débetures, actions-obligations ou les autres valeurs, et aucune somme d'argent empruntée aux fins de la compagnie ;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "The Lion Cap Co., Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00 chacune,—dont cent (100) seront des actions de priorité et cent (100) des actions ordinaires, et lesdites actions de priorité comporteront des droits et privilèges spéciaux, à savoir :

a. Les détenteurs de ces actions de priorité auront droit de recevoir à même les bénéfices de la corporation, par privilège, un dividende cumulatif préférentiel au taux de sept pour cent par année, sur le capital alors payé sur ces dites actions respectivement ;

b. Chaque fois que les bénéfices annuels de la compagnie seront plus que suffisants pour payer le dividende privilégié susdit à la fin de cette année ainsi qu'un dividende pour cette année au taux de sept pour cent par année aux actionnaires ordinaires, les détenteurs de ces dites actions privilégiées auront droit de participer dans l'excédant, toutes choses étant égales, avec les autres actionnaires ;

c. Le capital versé sur les actions de priorité ne sera pas sujet à être annulation ou réduction pour cause de perte ou de dépréciation ;

account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, and to amalgamate with any person or company carrying on, or intending to carry on, or which is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings ;

Generally, to do all acts and exercise all powers, and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated ;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may from time to time ;

1. Borrow money upon the credit of the company ;

2. Limit or increase the amount to be borrowed

3. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient ;

4. Hypothecate, mortgage, or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company ;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange, or promissory notes, made, drawn, accepted, or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "The Lion Cap Co., Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each,—of which one hundred (100) shares shall be preference shares, and one hundred (100) shares shall be ordinary shares, and to the said preference shares shall be attached the following special rights and privileges, that is to say ;

a. The holders of such preference shares shall be entitled to receive out of the profits of the company, as a first charge, a cumulative preferential dividend, at the rate of seven per centum per annum, on the capital for the time being paid up on such shares respectively ;

b. Whenever the profits of the company in respect of any year shall be more than sufficient to pay the preferential dividend aforesaid to the close of such year, and also a dividend for such year at the rate of seven per centum per annum to the ordinary shareholders, the holders of said preference shares shall be entitled to participate in the surplus, pari passu, with the holders of the other shares ;

c. The capital paid up on the preference shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation ;

d. Au cas de liquidation de la compagnie, les porteurs d'actions privilégiées auront droit à ce que l'excédant de l'actif soit employé d'abord à amortir le capital versé sur les actions de priorité qu'ils détiennent respectivement ; ensuite, au paiement des arrérages, s'il en est, dûs sur les dividendes préférentiels susdits jusqu'à l'ouverture de la liquidation, et en dernier de partager au marc la livre avec les détenteurs des actions ordinaires dans le résidu, s'il en est de cet excédant d'actif, après remboursement du capital versé sur ces actions.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1919.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
147—2-2 ALEX. DESMEULES.

d. In the event of the winding-up of the company, the holders of the preference shares shall be entitled to have the surplus assets applied first in paying off the capital paid upon the preference shares held by them respectively ; secondly, in paying off the arrears, if any, of preferential dividends aforesaid to the commencement of the winding-up, and thereafter to participate rateably with the holders of the ordinary shares in the residue, if any, of such surplus assets which shall remain after paying off the capital paid up on such shares.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of December, 1919.

ALEX. DESMEULES,
148—2-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que la
Assistant procureur } loi des cités et villes,
général. } décreète entre autres
choses que le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre des lettres patentes pour ériger des municipalités de cité ou de ville, ou pour accorder une charte nouvelle à toute municipalité de cité ou de ville existante, après l'accomplissement des formalités exigées à cet effet ;

ET ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, nous a présenté une requête, conformément à une résolution dudit conseil en date du 15 novembre 1919, régulièrement adoptée, demandant que le territoire dudit village de Bagotville soit érigé en municipalité de ville par nos lettres patentes, conformément aux dispositions de la loi des cités et villes.

EE ATTENDU que ladite requête contient toutes les énonciations requises par la loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par icelles ont été remplies ;

A CES CAUSES, de l'avis du conseil exécutif de notre dite province, Nous avons érigé et par les présentes érigeons ladite municipalité du village de Bagotville, comté de Chicoutimi, en municipalité de ville conformément aux dispositions de la loi des cités et des villes.

Le nom de ladite municipalité est "la ville de Bagotville".

Les limites de ladite municipalité sont comme suit :

Vers le nord par le lot numéro 14 du rang de l'anse à Philippe, du canton de Bagot ; vers le nord-ouest, par le lot numéro 1 du premier rang nord-est et le lot numéro 1 du premier rang sud-ouest dudit canton ; vers l'ouest, par le lot numéro 5 du quatrième rang du même canton ; vers le sud, par la Rivière-à-Mars ; vers l'est par la baie des Ha ! Ha ! comprenant aussi toutes les îles de la Rivière-à-Mars situées à l'est dudit

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and by
Deputy Attorney } the cities' and
General. } towns' Act, it is
amongst other things enacted that the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, erect city or town municipalities, or grant a new charter to any existing city or town municipality after the accomplishment of the formalities required for such purposes ;

AND WHEREAS the council of the municipality of Bagotville, in the county of Chicoutimi, has presented to Us a petition declaring, conformably to a resolution of said council dated the 15th November 1919, regularly adopted, praying that the territory of the said village of Bagotville, be erected into a town municipality by Our Letters Patent, pursuant to the provisions of the Cities' and Towns' Act ;

AND WHEREAS the said petition contains all the averments required by the Cities and Towns' Act, and the formalities laid down therein have been fulfilled ;

NOW KNOW YE that, with the advise and consent of the Executive Council of Our said Province, We have erected and do hereby erect the said municipality of the village of Bagotville, county of Chicoutimi, into a town municipality, pursuant to the provisions of the cities and towns' Act.

The name of said municipality shall be "The town of Bagotville".

The boundaries of the said municipality are as follows :

Towards the north by the lot number 14 of the range of L'Anse à Philippe, of the township of Bagot ; towards the northwest, by the lot number 1 of the first northeast range and the lot number 1 of the first southwest range of said township ; towards the west, by the lot number 5 of the fourth range of same township ; towards the south, by the river A Mars ; towards the east, by Ha ! Ha ! Bay ; including also all the

lot numéro 5 du quatrième rang, couvrant une étendue d'environ sept cents acres.

Ladite municipalité de la ville de Bagotville n'aura qu'un seul quartier.

La présentation des candidats, à la première élection générale du maire et des échevins de la dite municipalité, aura lieu le 21 janvier 1920 et la votation aura lieu le 2 février 1920.

L'officier-rapporteur de cette première élection sera M. Louis-Philippe Chayer.

La première séance générale du conseil de la dite municipalité aura lieu le deuxième jour de février 1920, à l'endroit où se tenaient les sessions du conseil du village de Bagotville.

Le conseil de ladite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUÉBEC, ce SEPTIEME jour de JANVIER, l'an de grâce mil neuf cent vingt et dans la dixième année de Notre règne.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
159-2-2 C.-J. SIMARD.

islands of river A Mars, situated east of said lot number 5 of the fourth range and containing about seven hundred acres in superficies.

The said municipality of the town of Bagotville shall comprise only one ward.

The nomination of candidates at the first general election of the mayor and aldermen of the said municipality shall take place on the 21st January, 1920, and the voting shall take place on the 2nd February, 1920.

The returning officer of the first election shall be Mr. Louis Philippe Chayer.

The first general sitting of the Council of said municipality shall be held on the second day of February, 1920, at the place where were held the sittings of the council of the village of Bagotville.

The council of the said municipality shall be made up of a mayor and six aldermen.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
160-2-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Automobile Insurance Company of Hartford, Connecticut", de Hartford, Conn., a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires, dans cette province, d'assurance de navigation intérieure et océanique le et après le huitième jour de janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont : R. J. Dale, édifice Coristine, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce huitième jour de janvier 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
155-2-2

Avis est par le présent donné que "The Vulcan Fire Insurance Company of Oakland, California", de Oakland, California, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurances contre le feu le et après le huitième jour de janvier 1920.

Les nom et adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont : William Binny Robertson, édifice de la Banque de Toronto, Montréal, P.Q.

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Automobile Insurance Company of Hartford, Connecticut", Hartford, Connecticut, has been licensed and registered to transact, within the Province of Québec, the business of Inland Marine Insurance and Ocean Marine Insurance on and after the eighth day of January, 1920.

The name and address of the Chief Agent for the province of Québec are : R. J. Dale, Coristine Bld'g., Montréal, P.Q.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this eighth day of January, 1920.

For the treasurer of the province of Québec,
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec, P.Q.
156-2-2

Notice is hereby given that "The Vulcan Fire Insurance Company of Oakland, California", Oakland, California, has been registered to transact, within the Province of Québec, the business of fire insurance on and after the eighth day of January, 1920.

The name and address of the chief agent, for the province of Québec, are : William Binny Robertson, bank of Toronto building, Montreal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce huitième jour de janvier 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK,

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

157-2-2

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this eighth day of January, 1920.

For the treasurer of the province of Quebec.

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance branch,

Treasury Department, Quebec, P.Q.

158-2-2

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour de circuit, No 540.

Rimouski, 8 janvier 1920.

Devant le greffier de ladite Cour en l'absence du juge.

Ganong Brothers Company, Limited, une corporation, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement et place d'affaires en la cité de Saint-Stephen, province du Nouveau-Brunswick, demanderesse; vs Luc Dumais, marchand à Rimouski, comté et district de Rimouski et province de Québec, défendeur; et Ovila Caouette, ci-devant épiciier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, et maintenant cultivateur, de Windsor-Mills, district de Saint-François, opposant afin de conserver.

Vu la requête de Ovila Caouette, l'opposant ci-dessus mentionné et l'allégation d'insolvabilité et de déconfiture du défendeur;

Vu l'absence du juge et l'urgence;

Il est ordonné que les créanciers du défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette officielle de Québec*, à produire leurs réclamations contre ledit défendeur dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans ladite *Gazette officielle*.

Le greffier de la Cour de circuit,

E. AUGUSTE COTÉ.

Les avocats de l'opposant,

FONTAINE & CHAGNON, 153-2-2

Rule of Court

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Circuit Court. No. 540.

Rimouski, 8th January, 1920.

Before the clerk of said Court in the absence of the judge.

Ganong Brothers Company, Limited, a body politic and corporate having its principal establishment and place of business in the city of Saint Stephen, province of New Brunswick, plaintiff; vs Luc Dumais, merchant, of Rimouski, county and district of Rimouski, province of Quebec, and Ovila Caouette, heretofore grocer, of the city and district of Saint Hyacinthe, and now farmer, of Windsor Mills, district of Saint Francis, opposant to secure charges.

Seeing the petition of Ovila Caouette, the above mentioned opposant and the allegation of insolvency of the Defendant;

Seeing the absence of the judge and urgency;

It is ordered that the creditors of the defendant be called by a notice to be published twice in the french and english languages in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims against said defendant within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in said *Gazette*.

E. AUGUSTE COTÉ,

Clerk of the Circuit Court.

FONTAINE & CHAGNON,

Attorneys for Opposant. 154-2-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 2.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bessette vs Lapalme.....	64
" Campeau vs Charlebois.....	64
" Charbonneau vs Marsan.....	63
" Duford vs Lavoie.....	63
" Poulin vs Bolduc.....	63
" Richard vs Désilets.....	63
" Rodack vs Stuart.....	63
" Taillefer vs Bertrand.....	63

ANNONCEURS :—AVIS AUX :—..... 43

AVIS DIVERS :—

A. & E. Pierce & Co, Ltd.....	64
Dominion Operating Coy.....	65
Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur-de-Québec.....	64

AVIS IMPORTANT :—..... 43

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

Oak Tire & Rubber Coy, Ltd.....	64
---------------------------------	----

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bessette vs Lapalme.....	64
" Campeau vs Charlebois.....	64
" Charbonneau vs Marsan.....	63
" Duford vs Lavoie.....	63
" Poulin vs Bolduc.....	63
" Richard vs Désilets.....	63
" Rodack vs Stuart.....	63
" Taillefer vs Bertrand.....	63

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 43

MISCELLANEOUS NOTICES :—

A. & E. Pierce & Co, Ltd.....	64
Dominion Operating Coy.....	65
Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur-de-Québec.....	64

IMPORTANT NOTICE :—..... 43

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Oak Tire & Rubber Coy, Ltd.....	64
---------------------------------	----

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

• Annexer cité de Verdun à cité de Montréal.....	61
Association du Bien-être des instituteurs et des institutrices de Montréal.....	58
Association des garde-malades, enreg.....	57
Commissaires d'écoles de la municipalité de la cité d'Outremont, comté de Westmount.....	59
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	57
Commission scolaire Protestante de la cité de Montréal.....	58
Dame Marie-Emile Deguise <i>et al.</i>	56
Dupuis, frères, ltée.....	57
Federal Zinc & Lead Co, Ltd.....	56
Fraser Compagnies, Ltd.....	59
James McMahan.....	61
J.-B. Desrochers.....	60
La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec.....	59
Mendel Mallek.....	58
Municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine.....	60
Olivier Campeau.....	58
Sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix-de-Marieville.....	60
The Stevens Estate Realities, Ltd.....	59
Ville de Hamsptead.....	58
Ville Montréal-Nord.....	55
Z. Armour Côté.....	56

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Annexer No 21, 5e rang, canton Compton à canton Compton.....	61
--	----

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Vente de limites à bois.....	61
------------------------------	----

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

The Automobile Insurance Company of Hartford, Connecticut.....	91
The Vulcan Fire Insurance Company of Oakland, California.....	91

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	66
Québec.....	65
Québec.....	67
Trois-Rivières.....	66

FAILLITE — AVIS DE :—

Beaudry, cession.....	68
Gilbert, cession.....	67
Pouliot, nom. de curateur.....	67
Sauvé, nom. de curateur.....	68
The Farmers Telephone Coy, nom. liquidateur.....	67

LETTRES PATENTES :—

A.-L. Dupont, ltée.....	46
Canada Lumber & Box Coy.....	49
Financial Service, Ltd.....	53
La Compagnie de meubles Canadienne, ltée.....	50
La Compagnie Swastica, ltée.....	47
La publicité régionale, ltée.....	50
Leather Products Co, Ltd.....	86
P.-E. D'Anjou & Fils, ltée.....	47
R. K. Malhouf Fils & Cie, ltée.....	51
Société générale du Canada, ltée.....	55
The City Water Company.....	54
The Lion Cap Co Ltd.....	87
Ville de Bagotville.....	89

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

To annex city of Verdun to city of Montreal.....	61
Association du Bien-être des instituteurs et des institutrices de Montréal.....	58
Association of registered Nurses.....	57
School Commissioners of the municipality of the city of Outremont, county of Westmount.....	59
Montreal Catholic Schools Commission.....	57
Protestant Board of School Commission of the city of Montreal.....	58
Dame Marie Emile Deguise <i>et al.</i>	56
Dupuis, frères, ltée.....	57
Federal Zinc & Lead Co, Ltd.....	56
Fraser Compagnies, Ltd.....	59
James McMahan.....	61
J.-B. Desrochers.....	60
La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec.....	59
Mendel Mallek.....	58
Municipality of the parish of Sainte-Sabine.....	60
Olivier Campeau.....	58
Sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix-de-Marieville.....	60
The Stevens Estate Realities, Ltd.....	59
Town of Hamsptead.....	58
Town Montreal-North.....	55
Z. Armour Côté.....	56

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

To annex No. 21, 5th range, township Compton to Compton township.....	61
---	----

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Sale of timber limits.....	61
----------------------------	----

TREASURY DEPARTMENT :—

The Automobile Insurance Company of Hartford, Connecticut.....	91
The Vulcan Fire Insurance Company of Oakland, California.....	91

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	66
Quebec.....	65
Quebec.....	67
Three Rivers.....	66

BANKRUPT NOTICES :—

Beaudry, assignment.....	68
Gilbert, assignment.....	67
Pouliot, curator's appt.....	67
Sauvé, curator's appt.....	68
The Farmers Telephone Coy, liquidators appt.....	67

LETTERS PATENT :—

A.-L. Dupont, ltée.....	46
Canada Lumber & Box Coy.....	49
Financial Service, Ltd.....	53
La Compagnie de meubles Canadienne, ltée.....	50
La Compagnie Swastica, ltée.....	47
La publicité régionale, ltée.....	50
Leather Products Co, Ltd.....	86
P.-E. D'Anjou & Fils, ltée.....	47
R. K. Malhouf Fils & Cie, ltée.....	51
Société générale du Canada, ltée.....	55
The City Water Company.....	54
The Lion Cap Co, Ltd.....	87
Town of Bagotville.....	89

MINUTES DE NOTAIRE :

Demande par M. L.-D.-Eug. Rousseau....	68
Demande par M. Max.-Henri Gagnon.....	68
En faveur de M. Horace St. Germain.....	68

NOMINATIONS :—

Juges de paix :—Terrebonne ; Richelieu ; Montréal.....	83
---	----

ORDRE DE COUR :—

Ganong Brothers Coy, Ltd vs Dumais....	92
--	----

PROCLAMATION :—

La municipalité du village de Sainte- Anne-de-Beaupré.....	84
Municipalité du village de Sainte-Made- leine.....	44

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—

Argenteuil.....	76
Bagot.....	73
Berthier.....	71
Drummond.....	70
Matane (2ème division).....	72
Nicolet.....	74
Richmond.....	69
Rouville.....	74
Stanstead.....	75

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Jutras vs Lamontagne.....	77
---------------------------	----

JOLIETTE :—

The Royal Bank of Canada vs Charpen- tier <i>et al.</i>	77
--	----

KAMOURASKA :—

Turcotte (Dme) vs Compagnon.....	77
----------------------------------	----

MONTRÉAL :—

Labelle vs Chicoyne.....	78
La cité de Montréal vs Beaudin <i>et al.</i>	80
La ville de Montréal-Est vs Eliodoron....	79
Les Syndics des Ecoles Protestantes vs Delle Huzuliak.....	80
Milling vs Turcotte <i>èsq.</i>	79
Molson vs Dansereau.....	79
Sivic vs Andrikoske.....	81
St. Lawrence Boulevard Land Co vs Galand.....	78
Ville Montréal-Est vs Pean.....	81

QUÉBEC :—

The Canadian Fairbanks Morse Coy, Ltd, vs Dussault.....	81
--	----

TERREBONNE :—

The Rock City Tobacco Co. Ltd, vs Lavi- gne.....	82
---	----

TROIS-RIVIÈRES :—

Gauthier vs Lafontaine.....	83
Latulippe vs La Cie de Granit artificiel, Itée.....	82

QUÉBEC.—Imprimé par Ls-A. PROULX, impres-
sionneur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. L. D. Eug. Rousseau....	68
Application by Mr. Max. Henri Gagnon....	68
In favor of Mr. Horace St. Germain.....	68

APPOINTMENTS :—

Justices of the peace :—Terrebonne ; Richelieu ; Montreal.....	83
---	----

RULE OF COURT :—

Ganong Brothers Coy, Ltd vs Dumais....	92
--	----

PROCLAMATION :—

The municipality of the village of Sainte- Anne-de-Beaupré.....	84
Municipality of the village of Sainte- Madeleine.....	44

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—

Argenteuil.....	76
Bagot.....	73
Berthier.....	71
Drummond.....	70
Matane (2nd division).....	72
Nicolet.....	74
Richmond.....	69
Rouville.....	74
Stanstead.....	75

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Jutras vs Lamontagne.....	77
---------------------------	----

JOLIETTE :—

The Royal Bank of Canada vs Charpen- tier <i>et al.</i>	77
--	----

KAMOURASKA :—

Turcotte (Dme) vs Compagnon.....	77
----------------------------------	----

MONTREAL :—

Labelle vs Chicoyne.....	78
The city of Montreal vs Beaudin <i>et al.</i>	80
The town of Montreal East vs Eliodoron.	79
The Protestant School Trustees vs Delle Huzuliak.....	80
Milling vs Turcotte <i>èsq.</i>	79
Molson vs Dansereau.....	79
Sivic vs Andrikoske.....	81
St. Lawrence Boulevard Land Co vs Galand.....	78
Town of Montreal-East vs Pean.....	81

QUEBEC :—

The Canadian Fairbanks Morse Coy, Ltd, vs Dussault.....	81
--	----

TERREBONNE :—

The Rock City Tobacco Co. Ltd, vs Lavi- gne.....	82
---	----

THREE RIVERS :—

Gauthier vs Lafontaine.....	83
Latulippe vs La Cie de Granit artificiel, Itée.....	82

QUEBEC.—Printed by Ls-A. PROULX, printer to
His Most Excellent Majesty the King.

